



# CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

**Juillet 2025 – n°38**

**■ La séquence française militariste de juillet 2025, un pas assumé vers la guerre impérialiste de repartage du monde (page 3)**

**10 juillet 2025**

- \*annonce d'un corps d'armée franco-britannique
- \*annonce d'une coordination franco-britannique des forces nucléaires
- \*annonce de la mise en place du quartier-général de la « coalition des volontaires » à Paris

**11 juillet 2025**

- \*conférence de presse ultra-belliciste du chef d'état-major des armées françaises Thierry Burkhard

**13 juillet 2025**

- \*discours aux armées d'Emmanuel Macron

**14 juillet 2025**

- \*publication 2025 de la Revue nationale stratégique
- \*ultimatum à la Russie de Donald Trump et les armes américaines pour l'Ukraine payées par l'Otan
- \*défilé militaire du 14 juillet « en blocs opérationnels et en tenues de combat »

**15 juillet 2025**

- \*présentation du budget français avec son volet militaire

# éditorial

La France a connu à la mi-juillet 2025 une séquence très particulière, avec un réel saut qualitatif dans le militarisme. Plusieurs éléments se sont assemblés en ce sens, allant de l'annonce d'une alliance franco-britannique à la publication de l'analyse stratégique de l'armée française, en passant par des discours et même un défilé du 14 juillet 2025 avec des soldats en tenue de combat.

Ce numéro est donc d'une grande importance et on peut même dire qu'il aura toujours plus d'importance au fur et à mesure que l'escalade militaire va continuer. On trouve, en effet, l'exposition des faits et leur explication ; la nature même de la séquence est dévoilée.

Ce que la France va faire, ce que la France veut faire, on le trouve ici expliqué, avec une dénonciation de ses ambitions impérialistes. Car le mot d'ordre des révolutionnaires est de *transformer la guerre impérialiste en guerre civile*. Il n'y a aucune autre option possible ; il ne saurait y avoir un alignement sur le gouvernement, la « nation », la « République ».

Il va de soi également que cette accélération du militarisme français a une grande incidence sur la Belgique. Bruxelles accueille le siège de l'Otan, le Parlement européen, la Commission européenne, le Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne. Et ce sont justement l'Otan et l'Union européenne qui sont utilisées pour une vaste opération contre la Russie, dans le cadre de la guerre pour le repartage du monde.

Tout cela est conforme à une époque de crise, de restructuration et de guerre, tout cela montre bien qu'en 2020 s'est bien ouverte la seconde crise générale du capitalisme.

Et notre réponse, c'est l'affirmation de la révolution mondiale, *de la guerre populaire jusqu'au Communisme !*

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites **[vivelemaoisme.org](http://vivelemaoisme.org)** et **[materialisme-dialectique.com](http://materialisme-dialectique.com)**. ■

# La séquence française militariste de juillet 2025, un pas assumé vers la guerre impérialiste de repartage du monde

Qu'on ne dise pas qu'il n'y a pas une narration en faveur de la guerre ! Emmanuel Macron se fait recevoir par le roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en juillet 2025, les journaux people se régalent, l'imagerie de la monarchie est omniprésente et Emmanuel Macron se délecte.

Puis, au troisième jour de la visite, Emmanuel Macron annonce une alliance militaire avec le Royaume-Uni, qui s'étend même jusqu'à l'emploi des armes atomiques !

*On se retrouve alors devant le fait accompli et l'opinion publique française accepte tel quel, car c'est dans le prolongement d'une mise en scène élaborée, et que de toute façon tout le monde suit ça d'assez loin.*



C'est la raison pour laquelle il n'est même pas fait semblant qu'il y ait une dimension démocratique : on est dans la pure décision prise par en haut, validée de manière unilatérale. Qu'on ne critique donc pas en France Donald Trump ou bien Vladimir Poutine, alors que la centralisation est finalement la même. Emmanuel Macron n'a demandé l'avis de personne avant de signer l'alliance.

**C'est un aspect inéluctable du capitalisme en crise : chaque pays se replie sur lui-même, sur les intérêts fondamentaux de la classe dominante.** *Et de la classe dominante, on passe à la fraction dominante de la classe dominante, qui relève du capital financier. C'est le même schéma qu'avant 1914 et qu'avant 1939.*

C'est la raison pour laquelle la revue *Crise*, dès 2020, a annoncé qu'on allait à la guerre et aux restructurations. La pandémie a fracturé le capitalisme, l'a ralenti, l'a enlissé. Le capitalisme, ce n'est pas seulement l'exploitation des travailleurs, c'est aussi une accumulation du capital qui entend être exponentielle.

La pandémie a troublé l'accumulation et les capitalistes veulent récupérer le temps perdu. Ce qui fait que les pays qui ne sont pourtant pas moins riches qu'avant 2020, voient leurs économies connaître l'inflation, les faillites d'entreprise, des activités en berne, l'endettement généralisé.

Pour s'en sortir, il y a les restructurations et la guerre de repartage du monde. Le capitalisme n'a pas d'autres voies pour essayer d'échapper à la crise qui le travaille au plus profond de lui-même, dans son obsession même d'accumuler du capital, à tout prix, tout le temps, partout.

On peut bien entendu discuter des modalités d'expression particulière de la crise. C'est justement pour cela que la revue *Crise* a été mise en place. Néanmoins, les fondamentaux posés dans le premier numéro sont indiscutables : on assiste bien à la seconde crise générale du capitalisme.

La première avait tourmenté et bouleversé le monde avec la première guerre mondiale et la révolution d'Octobre 1917, donnant naissance à une vague révolutionnaire jusqu'aux années 1990. La seconde se produit après une immense accumulation de forces productives entre 1989 et 2020.

Jamais l'humanité n'a été aussi riche matériellement, socialement et culturellement, autant mondialisé. Jamais la situation historique n'a été aussi mûre pour la révolution. Dialectiquement, cela veut également dire que les choses tournent très mal. C'est un enfantement d'un monde nouveau, avec des convulsions terribles.

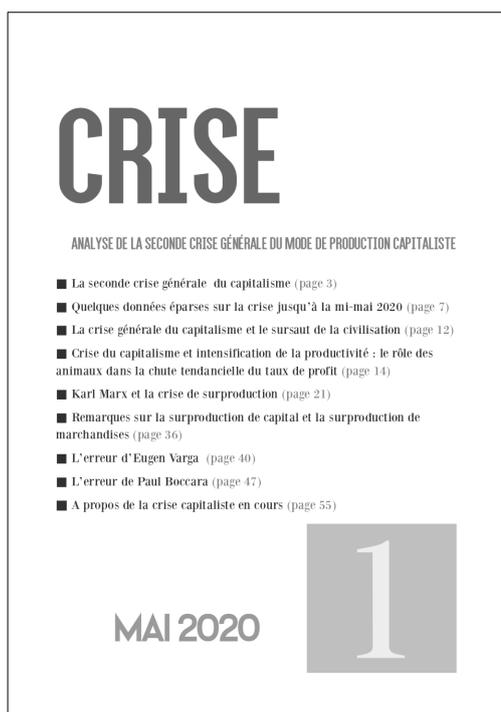
## Ne pas céder au sentiment d'écrasement ni à la panique

Lorsque Emmanuel Macron déclara en février 2024 qu'il devrait « envoyer des mecs à Odessa », tout le monde en France s'est moqué de lui, absolument personne n'a pris au sérieux la possibilité d'une participation de la France au conflit russo-ukrainien.

Ce faisant, les gens se sont fermés la possibilité de comprendre les événements qui ont suivi. C'est une question ici de nature scientifique. Une porte intellectuelle (ou culturelle), une fois fermée, ne peut que très difficilement être rouverte, et penser dans une mauvaise direction est au bout du compte très difficile à rattraper une fois qu'on s'est lancé.

Inversement, les propos d'Emmanuel Macron ne pouvaient pas étonner *Crise* ; nous avons tout de suite compris ce dont il retournait : c'était un tournant historique, la réponse française à la crise. Il fallait que la France, comme les autres pays (la Russie avec son opération militaire spéciale, les États-Unis avec Donald Trump, etc.), cherche une porte de sortie.

Les propos d'Emmanuel Macron n'ont connu que des moqueries en France en 2024, mais pour nous ils résonnaient avec ce que nous avons observé historiquement, ils étaient tout à fait cohérents.



Notre compréhension de la nature de la crise du capitalisme, qui a commencé en 2020, nous a permis d'avoir le regard juste sur les tendances inhérentes à cette nouvelle période historique.

Nous jouons précisément le rôle d'avant-garde en diffusant cette vision du monde. Si on ne s'appuie pas sur la reconnaissance de la crise du capitalisme, si on n'a pas pris Emmanuel Macron au sérieux en février 2024, alors on est inévitablement dépassé. Ce qui se passe surprend, étonne. Il ne reste plus alors que le sentiment d'écrasement ou la panique, c'est ce qui prédomine les gens.

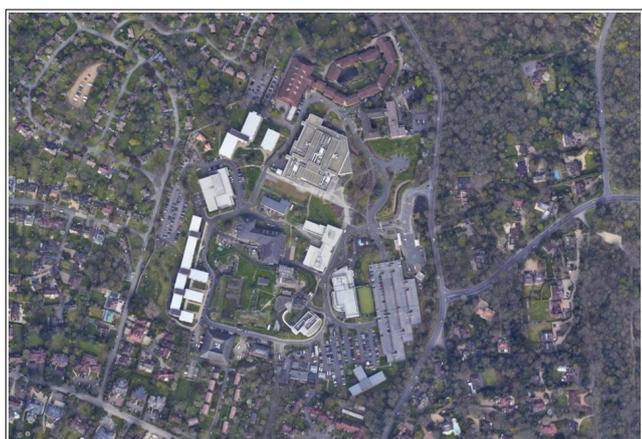
C'est très exactement cela que nous, communistes, cherchons à éviter ; *c'est pourquoi nous fournissons le matérialisme dialectique aux masses, comme vision scientifique correspondante à leur propre réalité sociale.*

Pour faire un résumé simple : dans la crise, les libéraux sont débordés et c'est la course entre les communistes et les fascistes afin de convaincre les masses de la sortie correcte à effectuer.

C'est un processus compliqué, où de notre côté il ne faut jamais être unilatéral, sans quoi on perd le rythme, le fil rouge. C'est d'autant plus vrai avec le rôle d'Emmanuel Macron. En 2019, il disait à l'hebdomadaire britannique *The Economist* que « Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN ».

Et en juillet 2025, il annonce l'alliance militaire franco-britannique qui est directement placée dans le cadre de l'Otan !

## **Première étape : l'annonce d'Emmanuel Macron sur la base de Northwood**



C'est sur la base militaire de Northwood qu'Emmanuel Macron a fait sa grande annonce, le 10 juillet 2025. Cette base héberge :

- le *Permanent Joint Headquarters* des armées britanniques, c'est-à-dire leur quartier général ;
- le *Strategic Command* des armées britanniques, c'est-à-dire sa direction stratégique ;
- le commandement maritime allié de l'OTAN.

Le lieu est symbolique : on est au cœur d'une armée nationale, mais dans le cadre d'une intégration complète à l'Otan. Faire une annonce dans un tel endroit est un choix symbolique. Il aurait normalement fallu un endroit plus neutre, pour que la France ne soit pas dans l'ombre du Royaume-Uni.

Mais Emmanuel Macron voulait que ce soit dans le lieu principal d'une armée étrangère, *un lieu marqué par la présence d'un commandement de l'Otan*. C'est à ses yeux une affirmation de l'intégration française au dispositif de l'Otan.

Et cette intégration est réelle. Il y a des nationalistes, très à droite ou s'imaginant à gauche, qui veulent que la France sorte de l'Otan. Sur le papier, c'est bien. Cependant, sans révolution, c'est devenu impossible. L'encadrement militaire, la direction, les armements, les plans opérationnels, les stratégies... sont façonnés et formatés de telle manière à correspondre à l'Otan.

Il ne peut plus y avoir de « recul » de l'armée française, à moins de modifier totalement le logiciel et de modifier la production d'armement. Seule la révolution, avec une armée populaire, une armée rouge, peut assumer un tel changement.

C'est justement la raison pour laquelle Emmanuel Macron a pu annoncer, lors d'une conférence de presse commune avec le Premier ministre britannique Keir Starmer, le renforcement de la force expéditionnaire conjointe franco-britannique. Le champ est libre pour une telle intégration !

ALBANIE (2009)	FRANCE (1949)	PAYS-BAS (1949)
ALLEMAGNE (1955)	GRÈCE (1952)	POLOGNE (1999)
BELGIQUE (1949)	HONGRIE (1999)	PORTUGAL (1949)
BULGARIE (2004)	ISLANDE (1949)	ROUMANIE (2004)
CANADA (1949)	ITALIE (1949)	ROYAUME-UNI (1949)
CROATIE (2009)	LETTONIE (2004)	SLOVAQUIE (2004)
DANEMARK (1949)	LITUANIE (2004)	SLOVÉNIE (2004)
ESPAGNE (1982)	LUXEMBOURG (1949)	SUÈDE (2024)
ESTONIE (2004)	MACÉDOINE DU NORD (2020)	TCHÉQUIE (1999)
ÉTATS-UNIS (1949)	MONTÉNÉGRO (2017)	TÜRKIYE (1952)
FINLANDE (2023)	NORVÈGE (1949)	

➡ ADHÉSION À L'OTAN ⬅

Emmanuel Macron a donc affirmé, parlant de la force expéditionnaire conjointe franco-britannique (CJEF) créée en 2010, que :

« Nous faisons passer cette force conjointe du niveau d'une brigade à celle d'un corps d'armée, c'est-à-dire pouvant aller jusqu'à 50.000 hommes, capables d'être employés dans un engagement majeur. »

Il n'y a en juillet 2025 qu'un seul endroit où une force militaire de 50 000 hommes peut participer à un engagement majeur : l'Ukraine. Le message est clair, l'organisation de l'escalade est limpide. On est dans la mise en place d'une force prête à être employée.

L'arrière-plan étant, il faut le rappeler, le désengagement américain en Ukraine. Donald Trump fait en sorte de passer aux forces impérialistes européennes la tâche de se confronter à la Russie, la superpuissance impérialiste américaine s'efforçant de se concentrer sur son challenger, la superpuissance impérialiste chinoise.

L'initiative prise à Northwood relève de toute une construction afin que soit mise en place une armée de masse. C'est une tâche très difficile, qui nécessite un immense travail à l'arrière-plan afin de pouvoir mettre en place le cadre militaire, le matériel, les formations et l'entraînement, etc.

## La très difficile mise en place d'une armée de masse

Il n'est jamais facile de déclencher une guerre en Europe. Même l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste ont dû œuvrer patiemment et méthodiquement afin que leurs opinions publiques s'alignent sur les exigences bellicistes de ces régimes.

C'est d'autant plus difficile alors qu'on dépasse le premier quart du 21<sup>e</sup> siècle. Il y a un certain niveau de vie, il y a un certain regard critique, disons une maturité suffisamment grande pour ne plus faire simplement confiance aux décisions étatiques. On n'a plus affaire aux paysans de 1914, on a désormais une population éduquée, au courant de ce qui se passe dans le monde, même si de manière tronquée et incomplète.

Ainsi, l'Ukraine n'a pas mobilisé sa jeunesse. Officiellement, c'est afin de ne pas briser la pyramide des âges et de se retrouver avec un gouffre démographique.

En réalité, c'est surtout parce que les jeunes n'éprouvent aucune motivation à y aller. Le régime évite donc l'affrontement avec sa jeunesse, alors que de son point de vue, qui plus est, il est bien plus intéressant d'envoyer se faire tuer des gens de 50 ans qui ont été « déformés » par l'URSS durant leur jeunesse.



Du côté russe, les soldats professionnels encadrent des troupes composées pratiquement uniquement d'engagés, avec de très bons salaires (un soldat engagé gagne en moyenne chaque année à peu près l'équivalent du prix d'un petit appartement en dehors des grandes villes), des sommes extrêmement importantes pour leurs familles en cas de décès. Cela produit un immense ascenseur social qui bouleverse en profondeur les rapports sociaux dans ce pays.

Rien de tout cela n'est applicable dans les pays capitalistes où la société de consommation est largement développée. Le capitalisme l'a bien compris et s'est pour cette raison tourné vers des armées professionnelles.

Reste qu'il faut bien trouver des centaines de milliers d'hommes prêts à supporter le froid et la boue, les tirs d'artillerie et les drones. Les pays européens les plus agressifs ont ainsi l'idée d'utiliser l'Ukraine tout en l'appuyant par différents corps militaires, ainsi que des fournitures d'armement.

C'est le sens du corps d'armée franco-britannique. Il y aura plusieurs corps d'armées qui, en théorie, s'ajouteront. Mais ils seront constitués sur des bases techniques très précises, car l'idée est surtout d'utiliser l'Ukraine.

## L'Ukraine comme chair à canon épaulée à tous les niveaux

L'Union européenne porte à bout de bras le régime ukrainien. De février 2022 à juillet 2025, 164,8 milliards d'euros ont été attribués à ce dernier. Cela se découpe comme suit :

- aide financière, économique et humanitaire : 84,6 milliards d'euros
- soutien militaire : 59,6 milliards d'euros
- aides pour les réfugiés dans l'UE : 17 milliards d'euros
- produit des avoirs russes immobilisés : 3,6 milliards d'euros

C'est également un investissement, bien sûr, car si 65 % de l'assistance totale à l'Ukraine a été fournie sous la forme de subventions ou d'aide en nature, 35 % l'a été sous la forme de prêts « à des conditions très favorables ».

Idéologiquement, techniquement, commercialement, militairement, socialement, économiquement, financièrement... l'Ukraine est devenue une colonie des États-Unis principalement et de l'Union européenne secondairement. *L'Ukraine est, dans ce cadre, transformé en plate-forme pour démolir la Russie, dont l'effondrement permettrait de relancer les économies de l'Union européenne en s'appropriant ses ressources gigantesques ainsi que sa main d'œuvre.*

L'armée ukrainienne doit ainsi être approvisionnée en matériel militaire, de manière ininterrompue, avec l'Union européenne prenant la place de la superpuissance impérialiste américaine en ce domaine. Elle doit être alimentée en nouveautés technologiques dans le domaine militaire, en informations relevant du renseignement militaire, tout comme l'administration gouvernementale doit être subventionnée afin de ne pas être ébranlée par la situation.

Enfin, le régime ukrainien doit également être appuyé par diverses forces armées, en tant que troupes de choc, pour éviter que la Russie ne puisse réussir des pénétrations majeures déstabilisatrices sur le terrain d'opérations.

## L'Ukraine aux mains des nationalistes est prise au piège

78 100 soldats ukrainiens ont été formés par l'Union européenne dont, en France, la fameuse « brigade Anne de Kiev », qui s'est effondrée dès son retour en Ukraine, avec des désertions de masse et la liquidation de la brigade dans diverses autres unités.

Car l'armée ukrainienne a la particularité d'être relativement non unifiée ; c'est une sorte de patchwork où les soldats et le matériel sont assemblés pratiquement au niveau local, avec paradoxalement de moins de moins de configurations gérables plus on monte les échelons militaires.



Ce qu'on peut appeler des brigades sont très autonomes, elles n'hésitent pas à s'échanger des choses, comme plusieurs éclaireurs contre de l'artillerie pour quelques jours par exemple. C'est le reflet de l'ingéniosité ukrainienne, qui s'associe à un manque général d'encadrement très prononcé.

Les Ukrainiens sont extrêmement débrouillards et bricoleurs, leur finesse intuitive est très grande pour aménager les choses. Par contre, cet esprit est dévoyé par la mentalité patriarcale à la cosaque et il y a un côté bâclé dans la structuration.

Par contraste, les Russes ont toujours un temps de retard, car ils se méfient profondément des modifications inopinées ; néanmoins, ils ont une capacité d'adaptation et de « modélisation » des situations hors pair.

Tout cela ne préjuge en rien, naturellement des liens culturels et nationaux extrêmement puissants entre les Russes et les Ukrainiens. C'est une bataille de frères ennemis à laquelle on assiste. Il est évident - cela est dit sans esprit utopique aucun – que la guerre n'aurait jamais eu lieu si l'armée ukrainienne avait laissé passer toutes les troupes russes, sans tirer un coup de feu, et que les masses ukrainiennes étaient toutes sorties dans la rue pour dire « rentrez chez vous ».

Les Tchécoslovaques l'avaient fait en 1968 face aux troupes du social-impérialisme soviétique et cela avait échoué, mais le contexte était différent et les liens avec la Russie, bien que très forts, pas aussi puissants que ceux entre les Russes et les Ukrainiens.

Cependant, comme on le sait, les nationalistes ukrainiens prédominaient dans l'appareil d'État ukrainien et espéraient ce conflit de manière démesurée, afin de donner libre-cours à leur idéologie ignoble d'une Ukraine « pure », anti « moscovite ». La destruction de millions de livres en russe et la démolition de tous les monuments en l'honneur de la victoire sur le nazisme en dit assez long sur la nature de ces gens.

## **La montée en puissance des armées allemande et polonaise**

L'Otan essaie de manière désespérée de modifier la nature de l'armée ukrainienne et de mettre en place des corps d'armées et de supprimer cette logique de « brigades » (le terme est impropre, mais on comprend qu'on parle de petites entités militaires).

Elle y arrive progressivement, avec difficulté, mais on est très loin du compte. C'est pourtant vital du côté de l'Otan, car seuls de grandes entités peuvent être mises en coordination pour des opérations à la fois vastes et de nature multiple.

Si on préfère, aucune offensive n'est possible sans un plan où chaque élément répond exactement aux attentes dans une opération particulièrement complexe, puisque l'offensive implique une complexité immensément plus grande que la défensive (le ratio traditionnel pour une offensive, toutes choses étant égales par ailleurs, exige d'avoir trois fois plus de soldats en général et dix fois localement).

Toutefois, la décentralisation à la cosaque est une tradition bien ancrée, au point qu'on ne peut d'ailleurs pas s'engager réellement dans l'armée ukrainienne : lorsqu'on s'engage, c'est au sein d'une de ces brigades, directement ! Et on aura compris que plusieurs d'entre elles, et non des moindres, relèvent directement des forces néo-nazies.

Deux autres facteurs jouent toutefois. La Pologne se surarme ; son budget militaire dépasse celui de l'Italie et en 2035, elle compte disposer de la plus grande armée européenne (si on ne compte ni la Russie, ni l'Ukraine).

L'Allemagne compte faire de même et a supprimé en ce sens les contraintes budgétaires. D'ici quelques années, on aura assisté à une immense montée en puissance de nombreuses armées européennes !

Ainsi, sur le papier, l'objectif actuel de la France et du Royaume-Uni, avec leur corps d'armée, est d'embrayer un appui militaire concret à un moment donné. Néanmoins, il va y avoir d'autres puissances qui vont se greffer au processus, surtout la Pologne et la Finlande, deux pays ultra-réactionnaires, ultra-nationalistes, avec un fanatisme anti-Russie gonflée au maximum, puissent intervenir militairement.



L'Allemagne ne voudra pas non plus d'une victoire sur la Russie dont elle ne profiterait pas ; bref, on va vers la militarisation généralisée en Europe, ce qui inmanquablement accentuera les contradictions inter-impérialistes.

La thèse d'une Union européenne unifiée, d'une Otan unifiée, d'un « système » impérialiste (auquel feraient face les BRICS, surtout la Chine et la Russie) est catégoriquement fautive et doit être absolument rejetée.

## La seconde étape : la coordination franco-britannique des forces nucléaires

L'initiative franco-britannique a ceci de notable qu'elle est portée par les deux pays européens ayant l'arme nucléaire et sa maîtrise (plusieurs autres pays ont l'arme nucléaire, mais américaine : la Belgique bien sûr même si cela n'a jamais été rendu officiel, l'Allemagne, l'Italie).

L'idée de la France et du Royaume-Uni est de forcer la main aux autres pays européens, en leur disant qu'ils ont forcément besoin du parapluie nucléaire franco-britannique, et qu'ils doivent donc payer pour cela et naturellement accepter leur hégémonie.

L'annonce faite à Northwood concernant le corps d'armée franco-britannique s'est ainsi accompagnée de celle de la formation d'un « groupe de supervision nucléaire »... qui doit permettre de mieux « protéger » l'Europe.

Bien entendu, le document s'oppose à la prolifération nucléaire, afin d'empêcher une éventuelle autre puissance européenne de chercher à disposer elle-même de l'arme nucléaire. Ce serait très facile pour l'Allemagne de le faire, relativement faisable pour la Suisse et la Suède, faisable un peu plus difficilement pour l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Finlande.

Déclaration de la République française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la politique et la coopération nucléaire.

Le Président de la République française et le Premier Ministre du Royaume-Uni réaffirment leur engagement résolu et de longue date à la coopération nucléaire.

Il n'y a pas de démonstration plus forte de la solidité et de l'importance de notre relation bilatérale que notre volonté de coopérer dans ce domaine des plus sensibles. À cet égard nous saluons les progrès importants réalisés depuis 2010.

Nos armes nucléaires ont pour but de dissuader les menaces les plus extrêmes contre la sécurité de nos deux nations et nos intérêts vitaux. Nos forces nucléaires sont indépendantes mais peuvent être coordonnées et contribuent significativement à la sécurité globale de l'Alliance, et à la paix et la stabilité de la zone euro-atlantique.

Comme nous le déclarons explicitement depuis 1995, nous n'imaginons pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays, la France et le Royaume-Uni, pourraient être menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre ne le soient aussi.

La France et le Royaume-Uni s'accordent sur le fait qu'il n'existe pas de menace extrême contre l'Europe qui ne susciterait pas de réponse de nos deux nations.

La France et le Royaume-Uni ont par conséquent décidé d'approfondir leur coopération et coordination nucléaires.

Un groupe de pilotage nucléaire franco-britannique sera instauré afin d'assurer la coordination politique de ce travail. Il sera dirigé par la Présidence de la République française et le Cabinet du Premier Ministre britannique et jouera un rôle de coordination dans les domaines stratégiques, capacitaires et opérationnels.

Le Royaume-Uni et la France réaffirment leur plein soutien au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à leurs obligations au titre de ce traité. Nous nous coordonnerons de façon toujours plus étroite afin de maintenir et renforcer l'architecture internationale de non prolifération.

## La troisième étape : le quartier-général de la « coalition des volontaires »

Ce qui motive d'autant plus la France et le Royaume-Uni, c'est que ces pays impérialistes se disent que tout le monde les appuie ou presque. On peut être absolument certain que les dirigeants français et britanniques ne pensent pas qu'il y aura réellement une guerre avec la Russie : ils pensent que celle-ci va s'effondrer sous la pression.

Cette démesure est principalement permise par la « coalition des volontaires », justement mise en place à Londres lors d'un sommet sur l'Ukraine le 2 mars 2025. En font partie l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède, la Tchéquie.

Beaucoup de ces pays sont de petites puissances impérialistes cherchant à profiter d'un éventuel effondrement russe, en se contentant d'appuyer le régime ukrainien. La Suisse n'est pas dans la liste, même ce pays « neutre » a choisi de rejeter la Russie, tout comme l'Autriche d'ailleurs, un autre pays « neutre ».

La France et le Royaume-Uni considèrent que cette « coalition des volontaires » forme une ossature suffisamment grande pour que, en plus en plus de l'Otan, les choses ne puissent pas tourner mal.

Symboliquement, Emmanuel Macron et le premier ministre britannique Keir Starmer ont d'ailleurs présidé par visioconférence la tenue à Rome la « coalition des volontaires », le 10 juillet 2025, soit le même jour que la grande annonce de l'alliance réalisée.

La déclaration de la coalition a, bien entendu, « salué l'élaboration de plans opérationnels solides pour déployer une force de réassurance – la 'Force multinationale pour l'Ukraine' – une fois les hostilités terminées, pour aider à sécuriser les mers et le ciel ukrainiens et régénérer les forces armées du pays ».

*De manière très importante, il a été annoncé qu'il y aurait désormais un quartier-général pour la coalition. Il sera basé à Paris pour la première année, avant de s'installer ensuite à Londres.*

On a l'idée d'une alternance, conformément à l'illusoire « égalité » au sein de l'alliance, du moins entre les puissances impérialistes française et britannique.

Voici, le même jour toujours, la déclaration commune de la France, du Royaume-Uni et de l'Ukraine.



Déclaration de la Coalition des Volontaires.

Déclaration commune des chefs d'États et de gouvernement du Royaume-Uni, de la France et de l'Ukraine

Aujourd'hui, les dirigeants des États membres, de l'Union européenne et de l'OTAN, qui participent à la Coalition des Volontaires se sont réunis en visioconférence depuis Londres et Rome pour discuter du renforcement du soutien à l'Ukraine et de l'augmentation de la pression sur la Russie.

Ils ont salué la participation du Général Keith Kellogg, envoyé spécial du Président des États-Unis et des Sénateurs Graham et Blumenthal – c'est la première fois que des représentants des États-Unis se joignent à une réunion de la Coalition.

Les dirigeants ont félicité la Présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, pour l'organisation de la Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine à Rome, d'où se sont joints à la réunion le Président Zelensky et d'autres dirigeants.

Les dirigeants ont réitéré que la décision du Président Poutine d'envahir l'Ukraine était injustifiée et illégale et qu'elle constituait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et une menace pour leurs intérêts de sécurité. Ils ont souligné leur engagement sans faille pour la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ils ont salué le soutien sincère du Président Zelensky aux efforts menés par les États-Unis pour parvenir à la paix. Quatre mois se sont écoulés depuis que l'Ukraine a accepté un cessez-le-feu complet et inconditionnel. Pendant ce temps, la Russie a intensifié ses attaques contre la population civile ukrainienne, tuant plus de 700 personnes et en blessant plus de 3 500 lors de frappes aériennes les plus intenses depuis le début de l'invasion.

Les dirigeants ont appelé la Russie à mettre fin aux attaques contre les civils et à s'engager dans un cessez-le-feu complet et inconditionnel afin de négocier un règlement juste et durable. Les dirigeants ont soutenu la poursuite des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie, saluant les efforts du Président Trump pour établir un processus de paix soutenu par les États-Unis et d'autres partenaires affinitaires. Ces efforts doivent ouvrir la voie à une rencontre au niveau des dirigeants.

Les dirigeants sont également convenus d'intensifier les actions contre l'économie de guerre russe. Ils se sont engagés à développer de nouvelles mesures restrictives, en coordination avec tous les acteurs concernés, contre les secteurs énergétique et financier russes, y compris les exportations de pétrole et de gaz russes, la « flotte fantôme », ainsi que le soutien apporté par les pays tiers à la machine de guerre russe.

Les dirigeants ont réaffirmé que les forces armées ukrainiennes puissantes constituaient la principale garantie de la souveraineté et de la sécurité pour le pays. Ils sont convenus que, tant que l'agression russe se poursuivrait, la coalition aurait pour priorité de veiller à ce que l'Ukraine reçoive le soutien militaire et financier nécessaire pour se défendre.

De plus, ils ont redit leur accord pour fournir au moins 40 milliards d'euros de soutien militaire à l'Ukraine en 2025, pour renforcer les forces de sécurité et de défense ukrainiennes – correspondant à l'engagement pris par l'Alliance de l'OTAN en 2024.

Ils sont convenus de travailler par l'intermédiaire du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine, de l'assistance en matière de sécurité et de la formation de l'OTAN pour l'Ukraine (NSATU), et des Coalitions capacitaires, pour accélérer le soutien aux futures forces de l'Ukraine.

Une priorité majeure du soutien est le renforcement des capacités intégrées de défense aérienne de l'Ukraine. Les dirigeants se sont aussi mis d'accord afin de renforcer le soutien visant à contrecarrer les attaques massives de drones russes, et à augmenter le financement de la production d'intercepteurs de drones.

Ils ont réitéré leur engagement pour la sécurité à long terme de l'Ukraine et pour renforcer sa capacité à dissuader et à se défendre contre toute attaque armée future de la Russie.

Ils ont salué l'élaboration de plans opérationnels solides pour déployer une force de réassurance — la « Force multinationale pour l'Ukraine » — une fois les hostilités terminées, pour aider à sécuriser les mers et le ciel ukrainiens et régénérer les forces armées du pays.

Ils se sont félicités de la mise en place d'un état-major général opérationnel dirigé par le Royaume-Uni et la France pour soutenir les activités de planification, des engagements pris par les partenaires pour contribuer à cette force, ainsi que de la volonté de l'Ukraine de solliciter le déploiement de cette force et de conclure des accords formels avec les pays participants, le cas échéant.

Les dirigeants ont également souligné l'importance d'assurer un soutien budgétaire et économique à l'Ukraine. Ils sont convenus d'élaborer un plan collectif pour soutenir les finances publiques ukrainiennes en 2026.

Ils ont également reconnu que la liberté et la sécurité de navigation en mer Noire renforcera l'économie ukrainienne et rétablira la sécurité alimentaire, et ont réitéré leur engagement à soutenir les efforts de déminage dans la mer Noire.

Les dirigeants sont aussi convenus de continuer à explorer toutes les voies légales pour s'assurer que la Russie paie les dommages qu'elle a causés en Ukraine, y compris en examinant d'autres options pour utiliser les revenus provenant des avoirs russes gelés.

## **La quatrième étape : la conférence de presse ultra-belliciste du chef d'état-major des armées françaises Thierry Burkhard**

Le séjour d'Emmanuel Macron au Royaume-Uni à peine terminé, c'est le chef d'état-major des armées Thierry Burkhard qui a tenu une conférence de presse retentissante, le 11 juillet 2025.

Ses propos, dont voici les principaux extraits, les plus importants, ont consisté en une véritable analyse stratégique de la Russie, présentée comme l'ennemi fondamental de la France.

On a absolument tout : la diabolisation de la Russie, la présentation de comment il faut la dénoncer, l'affirmation de la nécessité d'en changer le régime, l'accusation d'avoir mis en place une économie de guerre (ce qui n'est pas le cas par ailleurs), les orientations stratégiques et tactiques à prendre pour la combattre, l'appel à une mobilisation nationale en faveur de l'armée française pour l'affrontement, etc.

« La Russie est un grand compétiteur qui a ouvertement désigné la France comme son premier adversaire en Europe. Ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est la Russie qui l'a dit.

La Russie constitue une menace durable, proche et qui est pour moi la plus dimensionnante. La Russie est une vraie puissance militaire, conventionnelle et nucléaire.

C'est assumé : la Russie est construite sur son système de force et qui y consacre aujourd'hui encore des efforts colossaux, qu'on a du mal à imaginer. La Russie a tous les attributs d'un État totalitaire. C'est un univers qui est relativement fermé. Quand je dis ça, je ne choque personne.

Une capacité de décision très centralisée et également un conditionnement de la population dès le plus bas âge.

J'estime que la Russie, probablement de par sa mentalité, mais aussi de par les moyens qu'elle a aujourd'hui à sa disposition, se positionne plus souvent en puissance de nuisance plutôt qu'en puissance de construction. Et elle le fait très bien.

Une puissance nucléaire, une puissance conventionnelle.

La Russie est un modèle d'armée complet jusqu'au bout des ongles : dans l'armée russe aujourd'hui, je ne vois pas de capacité qui manque depuis les capacités de brouillage, de guerre électronique, au système de défense sol-air, au système d'artillerie, feu dans la profondeur avec un étagement, au système de force conventionnelle, très engrené avec la guerre informationnelle.

Réussir à mettre tout ceci en jeu et le faire efficacement est probablement un autre sujet. Mais globalement, sur le papier, l'Armée russe dispose de tout ce qu'il faut, tout. Ça, c'est la puissance conventionnelle.

La puissance nucléaire, aussi. Quand la Russie est obligée de réduire ses priorités, la dernière chose sur laquelle elle fixe ses priorités, c'est sa dissuasion nucléaire, aussi complète, avec des vecteurs terrestres, des vecteurs sous-marins, des vecteurs aviation à long rayon d'action, des armes stratégiques, des armes tactiques, avec une doctrine, une chaîne de commandement qui est extrêmement robuste, testée, sondée.

Donc, c'est véritablement quelque chose sur laquelle s'appuie la Russie pour poser sa puissance. La Russie, c'est une vraie profondeur stratégique.

Je pense que quand on parle d'un pays avec une profondeur stratégique, c'est probablement la Russie qui est l'exemple le plus fort. Profondeur stratégique, bien sûr géographique. La Russie, c'est 11 fuseaux horaires. Ça donne une idée de la puissance couverte. C'est ce qui lui permet de tenir économiquement.

C'est aussi par sa capacité de sa population à durer voire endurer, même si la situation est compliquée. Là aussi, historiquement et culturellement, c'est un peuple qui est capable d'endurer des choses qui nous semblent d'ailleurs complètement inimaginables. C'est un aspect important pour la résistance et à la capacité à soutenir l'État.

Constatons néanmoins que Poutine, depuis les années 2000, a vraiment remis l'endoctrinement, et en particulier au niveau des plus jeunes, à un niveau extrêmement fort, avec la remontée en puissance des héros de la Grande guerre patriotique, qui est très forte et qui se ressent aujourd'hui dans le fonctionnement de l'État russe.

Fort de ses atouts, le Kremlin a fait de la France une de ses cibles prioritaires, avec des choses qui se caractérisent dans tous les domaines, sous forme de guerre hybride multimilieux-multichamps, c'est-à-dire un affrontement physique, mais aussi dans l'espace, dans le cyber, dans les fonds marins.

C'est vrai dans le champ informationnel. L'exemple le plus fréquent en dehors du territoire national, c'est l'Afrique où on est encore confronté à une guerre informationnelle extrêmement forte de la part de la Russie qui cible les pays où on est, mais les autres pays aussi.

Personne n'est dupe quand tout à coup, à Bangui, on brûle le drapeau français et qu'il y a un drapeau russe qui est sorti de je ne sais pas où.

Je pense qu'il n'y a pas de hasard, surtout que nous avons des informations très précises qui expliquent bien quel système russe est mis en place pour conduire une guerre informationnelle qui ne cible pas que la France, mais prioritairement la France.

Parce que je pense qu'ils ont identifié que si la France a des difficultés, finalement ça fera un effet domino parce qu'ils considèrent que c'est probablement nous qui tenons le mieux l'affaire. Bien qu'ils ciblent les autres pays occidentaux, nous sommes la cible principale.

Je pense que c'est aussi via des proxys, c'est le cas en Afrique mais aussi sur le territoire national via des agents un peu jetables, utilisables une fois. Là aussi, vous avez relaté dans vos médias les Moldaves qui ont été arrêtés dans l'affaire des étoiles de David, les cercueils devant la Tour Eiffel, le faux site s'engager.fr, la rumeur des punaises de lit pendant les JO...

Mais, en fait, il y a plein d'autres exemples. C'est quelque chose qui sature l'espace. Et on ne peut pas nier une forme d'efficacité, parce que ces trucs-là deviennent assez auto-porteurs et continuent longtemps, probablement après que les Russes ont lancé la première pièce pour faire fonctionner ça.

Les actions sont aussi caractérisées dans d'autres champs et d'autres milieux. C'est vrai dans l'espace. C'est très loin l'espace, mais les manœuvres de satellites russes, soit pour gêner nos trajectoires de satellites, soit pour s'approcher pour les brouiller, soit pour s'approcher pour les espionner, sont un peu la vie de tous les jours dans l'espace.

On a aussi des indices de volonté russe de militarisation dans l'espace avec l'introduction de satellites spécialisés qui seraient probablement au titre du droit de non-militarisation de l'Espace en dehors des règles.

C'est aujourd'hui la remise en cause des traités, quelque chose de malheureusement assez fréquent.

En mer et sous les mers, c'est d'abord les sous-marins nucléaires d'attaque russes qui pénètrent en Atlantique Nord et ensuite descendent quelques fois en Méditerranée, et qui cherchent à surveiller les zones qui sont importantes pour nous, mais également chez les Britanniques et éventuellement aussi sur les côtes américaines.

C'est une présence gênante. Il y a des moyens spécialisés d'action sous la mer, soit à partir de bâtiments de surface, comme le Yantar, qui a de grosses capacités et qui peut intervenir très, très profondément, à plusieurs milliers de mètres sous la surface.

Les Russes ont aussi des sous-marins spécialisés avec des capacités de porter des sous-marins «filles», pour conduire des actions plus précises le long des câbles. Tout ceci est extrêmement préoccupant et mérite véritablement qu'on s'y intéresse.

Nous sommes engagés avec nos alliés. En Atlantique Nord, mais également avec les pays baltes et les pays scandinaves pour déjouer ces manœuvres d'intimidation. Sous l'eau et à partir de la surface, se conduisent des opérations assez intenses.

Dans les airs, frictions et interactions sont fréquentes avec nos patrouilles et drones, dès lors qu'on est dans l'espace aérien international. C'est la zone où on a plutôt l'habitude de dire que c'est l'espace qui appartient à tout le monde.

Mais les Russes disent plutôt qu'un espace qui appartient à personne est - sous-entendu - à conquérir. C'est vrai en mer Noire, au-dessus de la Syrie, en Méditerranée, quelques fois assez loin en Atlantique Nord...

Ce sont des comportements non-professionnels souvent dangereux : vous avez vu l'illumination d'un Atlantic 2 par des conduites de tir, mais ce sont aussi des escortes de chasseurs, des vols de l'aviation à long rayon d'action... c'est-à-dire des bombardiers stratégiques russes qui sont basés sur la partie nord de la Russie, dans la région de Mourmansk, qui conduisent des longs vols au-dessus de l'espace maritime, en contournant la Norvège et en descendant quelquefois au-delà de la Grande-Bretagne.

Ce qu'ils n'ont pas fait depuis longtemps, parce qu'ils sont bien occupés. Il y a des signes qui ne trompent pas. Ils sont parfois descendus au sud de la Grande-Bretagne, en remontant par la Manche.

Ces bombardiers de l'aviation russe à long rayon d'action a une mission antinavires, principalement pour rechercher les groupes de porte-avions américains ou alliés, mais ce sont aussi des bombardiers duaux capables d'emporter l'arme nucléaire, comme la doctrine russe le permet.

En Europe, il y a eu des attaques cyber multiples qui ont été attribuées. Les Russes avancent masqués, avec une capacité à sous-traiter à des groupes qui ne veulent pas dire grand-chose. La France cherche maintenant à attribuer, à dénoncer ces attaques-là. Attribuer est quelque chose qui est important. En fait, être capable d'attribuer est une chose. Et ensuite, le sortir, c'est-à-dire officiellement attribuer est une étape suivante.

C'est ce qu'on fait avec nos alliés. Je pense qu'il ne faut pas non plus exclure des actions comme celles qu'ont subies certains de nos voisins. Pour l'instant et c'est tant mieux, ce n'est pas le cas sur le territoire national. Par exemple, des sabotages qui ont visé des usines d'armement allemandes ou des grands dirigeants de ces sociétés.

La Russie, c'est une menace durable. La guerre en Ukraine pour la Russie est existentielle et elle veut absolument obtenir ce qu'elle a fixé comme objectif, ou au moins ce que Poutine a fixé comme objectif, avec probablement comme état final recherché : affaiblir l'Europe et démanteler l'OTAN.

C'est l'objectif de Poutine. Pour y arriver, elle a mis en place, avec la guerre en Ukraine, une économie de guerre qui tourne à plein régime aujourd'hui.

Elle s'est réorganisée de manière assez rapide et efficace. Cette économie guerre, c'est une partie de l'équation qui fait tenir l'économie russe.

Et donc, il n'y a pas de raison, voire une forme d'impossibilité de cesser ça brutalement. La Russie va donc continuer à se réarmer à ce rythme-là.

On estime que, malgré les pertes incroyables qu'elle subit, qu'avant 2030, la Russie constituera à nouveau une vraie menace à nos frontières sur le flanc est de l'Europe. On comprend bien qu'en Ukraine se jouent la sécurité de l'Europe mais aussi la place des pays européens dans le monde, dans le monde de demain.

Si le point de sortie en Ukraine était une victoire russe et une défaite ukrainienne, on dit souvent que ce serait une défaite occidentale ; en fait ça deviendrait de plus en plus une vraie défaite européenne du fait de la posture américaine.

Cette défaite européenne, on la subirait. Donc, l'Ukraine doit être défendue comme telle. Mais je pense que la défense de l'Ukraine, c'est aussi la manière dont on conçoit et ce qu'on est prêt à faire pour poser l'Europe telle qu'elle doit être demain.

Si jamais ce n'était pas le cas, pour prendre une image déjà utilisée, on deviendrait les herbivores dans un monde de carnivores et ce n'est pas une position très confortable de se retrouver en bout de chaîne alimentaire.

Donc, pour cette raison-là, il faut être extrêmement vigilant. Ainsi, la réponse doit être européenne aujourd'hui. Même si on doit absolument conserver le lien avec les Américains, ce qui est à mon avis leur intention aussi, même si le lien devient plus incertain et que leur niveau d'engagement va forcément baisser.

C'est quelque chose qu'ils ont annoncé ; sur le terrain, ça ne s'est pas encore concrétisé, mais je pense que ça arrivera. Je ne crains pas un retrait total américain, ce n'est pas dans leur intérêt. Néanmoins, la nécessité pour les Européens d'augmenter leur capacité d'effort, c'est essentiel.

On est aussi engagé dans le cadre de l'Otan pour la protection du flanc Est. Le premier ministre britannique et le président de la République ont parlé de la coalition des volontaires.

La coalition des volontaires a été suscitée lors d'une réunion relative à l'Ukraine par un dirigeant européen en demandant qu'il y ait un lead franco-britannique qui se mette en place, avec des déplacements intéressants.

Je pense qu'il faut néanmoins être conscient que Poutine joue un rôle déterminant dans la menace que constitue aujourd'hui la Russie vis-à-vis du continent européen et les visées russes sur l'Ukraine.

Dans un esprit de revanche, il a une volonté de laisser une trace dans l'histoire qui détermine ses décisions. Ça peut conduire à tous les excès, donc il faut un vrai niveau de vigilance face à cet ennemi, qui est durable et déterminant.

Pour conclure, dans le monde que je viens de décrire, je pense qu'il y a quatre marqueurs qui permettent de comprendre et de voir à quoi on est confronté. Le premier marqueur, c'est un emploi de la force désinhibé. L'emploi de la force aujourd'hui, c'est l'outil principal des relations internationales.

Beaucoup de pays considèrent que c'est le moyen le plus simple et le plus rapide d'obtenir des résultats et que dans ce domaine-là, quand on choisit des modes d'action où on produit le plus de pertes possibles c'est quelque chose qui permet d'afficher sa détermination.

La deuxième chose, le deuxième marqueur, c'est la contestation de l'Occident et de l'ordre établi après 1945. Un ordre qui s'appuie sur le droit international, qui aujourd'hui est constaté avec une vraie volonté de mettre en place un ordre alternatif. Poutine est le chef de file de cette volonté de désoccidentalisation et il en tire profit. Le troisième marqueur c'était la puissance de l'information.

L'information sous tous aspects : en termes de renseignements pour être capable de comprendre, en termes de champs informationnels, guerre informationnelle dans le champ des perceptions pour attaquer, en particulier la cohésion nationale de ses adversaires.

Le dernier marqueur qui peut vous sembler d'un niveau différent, mais je pense que pour autant, c'est quelque chose qui est extrêmement important et que pour beaucoup de pays, en fait, c'est l'impact du changement climatique, catalyseur du chaos.

C'est une vraie préoccupation. Et si on ne le prend pas en compte déjà, c'est quelque chose qui, un jour, nous arrivera. Ça nous arrive déjà, il y a beaucoup de conséquences et les armées doivent anticiper. Mais je pense qu'en termes de sécurité, c'est un «driver» assez fort.

Il faut garder une forme de lucidité et constater que, consciemment ou inconsciemment, aujourd'hui, il y a une forme d'accoutumance à la violence qui augmente. Et si vous réfléchissez dans ce que vous présentez dans vos médias, est-ce qu'il y a cinq ans, vous auriez considéré comme normal qu'un État tire 300 missiles sur un autre ? Et qu'on dise que ce n'est pas très grave parce qu'en fait, il y en a 95% qui avaient été interceptés ? En fait, c'est très grave et ce n'est pas normal.

Est-ce qu'il y a cinq ans, on aurait considéré que tirer des missiles antinavires contre des navires de commerce, même si la plupart du temps, mais pas toujours, ils sont interceptés, c'était quelque chose de normal ? Non, ce n'est pas normal. Et il faut combattre ça impérativement. Et est-ce qu'il y a cinq ans, on aurait imaginé qu'il y a des batailles terrestres qui se livrent où il y a plusieurs centaines de morts par jour, voire quelquefois au-delà du millier ? Ceci n'est pas normal, c'est quelque chose auquel on doit faire attention mais pour autant qui caractérise un peu la manière dont le monde aujourd'hui se positionne. Merci beaucoup.»

Le chef d'état-major des armées Thierry Burkhard officialise ici toute une narration commencée en février 2024 : la France a bien comme objectif d'affronter la Russie.

## La cinquième étape : le discours aux armées d'Emmanuel Macron

Comme on le voit, on a quatre étapes déjà très bien marquées. On est loin d'avoir fini, cependant. En effet, il existe désormais une « tradition » de la part du régime français qui consiste à ce que le président de la République tienne un « discours aux armées » la veille de la fête nationale, le 14 juillet.

Dans le prolongement des étapes précédentes mentionnées, Emmanuel Macron a tenu un discours mobilisateur et militariste, appelant l'économie et les mentalités du pays à être à la hauteur.



L'armée française est placée au centre du dispositif national et, en ce sens, c'est un texte d'une portée historique. Emmanuel Macron, de manière assez plate et bureaucratique, a posé des objectifs, des ambitions.

De manière remarquable, il a évité de placer la Russie au centre de son discours. La « menace russe » ne revient que trois fois, et comme en passant. Il souligne, par contre, que l'intervention du chef d'état-major des armées Thierry Burkhard s'est faite à sa demande.

Autrement dit, le discours du chef d'état-major des armées Thierry Burkhard forme l'arrière-plan du discours aux armées d'Emmanuel Macron. La stratégie a été posée : la Russie est l'ennemi principal de la bourgeoisie française, de l'impérialisme français. Le discours aux armées intervient afin de poser le cadre économique, politique, idéologique, culturel, militaire... afin de faire en sorte que le pays puisse être à la hauteur de cette stratégie.

C'est très important, car cela veut dire qu'on n'aura pas un bourrage de crâne comme en 1914. *L'objectif est de faire en sorte que la société de consommation accompagne passivement, structurellement la stratégie française de guerre contre la Russie dans le cadre de la guerre de repartage du monde.*

La bourgeoisie française s'imagine pouvoir échapper à un affrontement ouvert, à une instabilité intérieure, en jouant sur la consommation et les « libertés » à l'intérieur (en mode « sociétal », LGBT, etc.), sur la technologie et une armée professionnelle pour l'extérieur.

Voici le discours, dont les points saillants sont mis en gras et soulignés, et *font froid dans le dos*.

Discours du Président de la République aux armées depuis l'Hôtel de Brienne.

Monsieur le chef d'État-major des armées, Monsieur le délégué national de l'Ordre de la Libération, Monsieur le secrétaire général de la Défense et de la Sécurité nationale, Monsieur le délégué général pour l'Armement, Monsieur le secrétaire général pour l'Administration, Messieurs les chefs d'État-major, Monsieur le directeur de la Gendarmerie nationale, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Monsieur le gouverneur militaire de Paris, Mesdames et Messieurs les officiers généraux, Mesdames et Messieurs les directeurs, officiers, sous-officiers, officiers marinières, militaires du rang, marins et aviateurs, personnels civils des Armées, Mesdames et Messieurs.

C'est aujourd'hui la neuvième fois que je m'exprime devant vous, à la veille de notre fête nationale. Vous, soldats, qui, partout où vous êtes déployés, agissez pour assurer la protection des Français, la défense de nos intérêts et le respect de la parole donnée.

Vous, qui êtes le bras armé de la France et dont l'engagement porte grandeur et acceptation du risque.

Je vais tout à l'heure saluer la mémoire de nos soldats tombés cette année, je verrai également tout à l'heure et demain nos blessés. Et je veux ici redire à leurs familles, à leurs frères d'armes, le soutien entier et la reconnaissance de la nation, notre reconnaissance et notre affection. Votre engagement est inestimable.

Il l'est d'autant plus que nous vivons un moment de bascule. Nous en apercevons depuis longtemps l'imminence et ces bascules sont aujourd'hui effectives. Et sans doute jamais, depuis 1945, la liberté n'avait été si menacée et jamais à ce point, la paix sur notre continent n'avait dépendu de nos décisions présentes.

Oui, nous replongeons dans des années où l'histoire se fait. Et à ce titre, je tiens, en ce 13 juillet 2025, à remercier la Mission Libération, présidée par Philippe Etienne, qui achèvera ses travaux en fin d'année et a scandé les deux années que nous venons de vivre à travers les commémorations, le travail scientifique, académique, le travail de mémoire et la mobilisation de tant et tant de nos anciens combattants et vétérans.

Comme je remercie tous nos anciens combattants, nos associations, associations d'anciens combattants et de mémoire qui, partout sur le territoire national, portent cette mémoire collective, nous rappellent la force de cette histoire et sont aussi le socle de la mémoire de la nation.

Je le disais, jamais, sans doute, notre liberté n'avait été si menacée. Liberté des peuples attaqués par les impérialismes et les puissances d'annexion, liberté bafouée quand les règles de la guerre sont effacées, quand chacun s'exonère du droit international, quand l'espérance de la paix est anéantie en Europe, au Proche et Moyen-Orient, comme en Afrique. Et quand il n'y a plus de règles, c'est la loi du plus fort qui l'emporte.

Liberté de notre Europe mise en danger au moment où la guerre a été portée sur notre sol avec l'invasion de l'Ukraine, alors que les États-Unis ont ajouté une forme d'incertitude et que notre Europe se trouve placée à la lisière d'un vaste arc de crise qui part du golfe de Guinée, traverse le Sahel jusqu'au Proche-Orient et en Iran. Soyons clairs, nous, Européens, devons désormais assurer notre sécurité nous-mêmes.

Liberté de notre modèle économique aussi, quand les entreprises s'imaginent devenir des États, les États devenir des empires, et quand les terres sont à confisquer, les ressources à accaparer ou le commerce mondial à capturer. Liberté de notre modèle démocratique et politique, objet, de tentatives de manipulation par des États étrangers, notamment sur les réseaux sociaux et cibles de forces obscurantistes.

Liberté individuelle également, parce que dans l'ère des écrans, c'est l'esprit des hommes, en particulier des jeunes générations, qui devient la ligne de front de la guerre économique, technologique et culturelle. Liberté de la nation, enfin, quand les risques de la division menacent notre unité et que nous devons affronter tant de défis pour rester libres, maître de notre destin.

Alors, face à tous ces risques qui pèsent sur notre liberté, nous avons initié en janvier dernier un état des lieux de notre environnement et des défis à venir. Ce travail est aujourd'hui achevé, et la revue nationale stratégique qui a été pilotée par le SGDSN et à laquelle nombre d'entre vous, et je vous en remercie, ont largement contribué, sera publiée demain.

Cette revue pose un diagnostic clair et précis. Une désinhibition du recours à la force, avec une violence accrue qui n'est pas toujours l'apanage d'États et qui ne cible pas toujours des belligérants. La menace particulière que représente le terrorisme, et singulièrement le terrorisme islamiste, 10 ans après les attentats de Paris. Si en une décennie, nous avons beaucoup fait, le risque est là, toujours. Une remise en question des solidarités et un effacement des cadres qui ont été définis après la Seconde Guerre mondiale. L'hybridité croissante des conflits, ce qui brouille tous les effets de seuil.

La permanence d'une menace russe aux frontières de l'Europe, du Caucase à l'Arctique. Une menace préparée, organisée, durable et à laquelle nous devons être capables de faire face. Notre avenir européen est déterminé par cela et la nécessité de nous organiser pour répondre à cette menace et la dissuader pour maintenir la paix.

La course technologique qui se joue en parallèle avec l'irruption de l'intelligence artificielle, l'émergence des drones, le retour de la guerre électronique, de nouveaux espaces d'affrontement que sont l'espace, le cyber ou les fonds marins, mais aussi le virage quantique qui a déjà commencé et sur lequel nous avons nombre d'atouts.

Autant de révolutions accélérées par les champs de bataille où la nécessité de survivre et de s'adapter démultiplie l'ingénierie et l'ingéniosité.

Une guerre que chaque citoyen observe sur les réseaux sociaux, en particulier notre jeunesse, sans mesurer les opérations de propagande qui s'y déploient. Nos schémas devront changer profondément pour intégrer ces réalités.

Ces menaces, c'est ce que définit et décrit très bien notre Revue Nationale Stratégique, vous y êtes confrontés directement. Tant engagés au sein de l'OTAN sur son flanc Est, vous assistez aux violations de souveraineté, aux tentatives de déstabilisation hybrides, aux menaces sur les élections et la stabilité des pays d'Europe.

Vous y êtes confrontés en Mer Rouge, je l'ai encore vu à vos côtés il y a quelques mois, à Noël, à Djibouti, où nos marins et aviateurs abattent missiles et drones et sont garants d'une liberté de navigation, et en Afrique aussi, où les groupes terroristes s'en prennent aux populations civiles.

Vous y êtes confrontés au Proche-Orient où, sous vos yeux, les tabous sont transgressés, l'impensable survient parfois, et où vous répondez présents pour défendre des pays partenaires ou évacuer nos ressortissants. Je salue ici nos forces armées intégrées à la FINUL, au Liban, comme le rôle que nous jouons directement dans le mécanisme de suivi au sud de ce même pays.

Vous y êtes confrontés, sur le territoire national et en particulier dans nos Outremer, placés aux avant-postes des nouvelles zones de conflit. Oui, nos territoires ultramarins sont de plus en plus — et la loi de programmation militaire l'avait bien identifié — des territoires qui seront testés et où les puissances de déstabilisation viennent aujourd'hui nous déstabiliser. Vous êtes confrontés à ces menaces et leurs évolutions, non pas comme spectateurs, mais comme acteurs de plain-pied dans ce monde qui bascule. Et tout peut en effet advenir.

Ces dernières années ont été marquées par le retour de l'impensable. Et regardez encore ces derniers mois l'accélération des événements, les bombardements sur l'Iran, les combats entre l'Inde et le Pakistan, avec sans doute l'un des combats aériens de la plus grande intensité des dernières décennies.

**Les à-coups dans le soutien américain à l'Ukraine, la guerre commerciale entre alliés dans ce même contexte. Oui, nous assistons au retour du fait nucléaire, de la prolifération des conflits majeurs. Parce que la nation est confrontée à toutes ces menaces hybrides, à cette accélération de l'histoire, il n'y a plus d'arrière et il n'y a plus de front.** Les conflits sont multiformes, multichamps, et supposent de la densité, ils supposent de durcir nos capacités, nos forces et la nation dans son entier. Je le dis ici devant vous : nous y arriverons.

Nous y arriverons, pas seulement parce que nous serons mieux armés, mais parce que nous sommes lucides et unis, comme nous le sommes depuis neuf ans, parce que nous avons anticipé ces transformations du monde, anticipé les investissements indispensables.

Et à cet égard, il ne suffit pas d'abord de viser des pourcentages de budget, mais de viser ce qui nous élève et nous unit, une force d'âme, une détermination, comme je l'évoquais ici même à vos côtés il y a trois ans. **Au fond, soyons simples : pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant.**

La nation, pour cela, doit être plus forte, car c'est à la nation avant tout de défendre la nation. Cela passe d'abord par une meilleure prise de conscience de chaque Français et de tous les acteurs civils des menaces hybrides qui nous entourent.

**Je veux remercier le général Burkhard pour sa prise de parole il y a deux jours à ma demande, qui y a contribué. La mobilisation interministérielle est aussi essentielle à la défense nationale, chacun doit être à son poste de combat.**

Des efforts ont été faits et doivent se poursuivre. Sous l'autorité du Premier ministre, nous poursuivrons dans chaque ministère, dans chaque domaine, ces efforts. À l'international, et je pense au Quai d'Orsay et au travail d'influence, une organisation dédiée, des moyens renforcés, une posture plus offensive ont été décidés et seront maintenues dans la durée.

Je pense aussi à ce qui a été fait à l'ANSSI, à VIGINUM, qui protège les Français contre les attaques cyber et les ingérences. Je pense à nos services de renseignement extérieur et intérieur.

Mais je pense aussi à l'indispensable sursaut qui est demandé, organisé et qui continuera d'être renforcé dans nos entreprises, nos collectivités territoriales, nos laboratoires de recherche, dans nos infrastructures des plus sensibles, mais aussi parfois les moins attendus. Car c'est là parfois que se logent nos vulnérabilités, c'est là aussi que nous devons durcir la posture. Il nous faut partout être préparés.

Nous y arrivons aussi parce que nous sommes soucieux que nos armées servent dans les bonnes conditions. Voilà pourquoi j'ai veillé à la condition militaire portée par vos chefs et éclairée par le Haut-Comité d'évaluation de la condition militaire.

Le statut général des militaires est une force pour notre défense. La condition militaire engage la nation, entretient une force morale, des principes essentiels, et la reconnaissance de votre condition, c'est aussi vos rémunérations. J'ai demandé à ce titre leur remise à niveau et ce qui a été prévu par la loi de programmation militaire sera à l'euro près, au mois près, réalisé. Cela est fait pour les militaires de rang et pour les sous-officiers. Cela le sera totalement d'ici la fin de l'année pour les officiers.

La condition militaire suppose aussi la certitude de la solidarité de la nation lorsqu'il le faut. Le plan blessé et le plan famille ont été mis en place. C'était indispensable. Je sais, je mesure tout ce qu'il reste à faire dans certaines bases pour améliorer le quotidien et la qualité de vie et nous le ferons.

Et je remercie la ministre déléguée, chère Patricia Mirallès, pour l'ensemble des améliorations que je souhaite voir poursuivies. Je pense aussi à l'attention nécessaire à l'emploi des conjoints des militaires et aux propositions faites en ce sens par le HCECM. La condition militaire, c'est aussi l'attention aux conditions de réalisation de vos missions, l'attention à l'organisation et au mode de fonctionnement.

Vous avez le devoir d'agir lorsque plus rien ne marche. Au milieu du chaos, vous êtes à ce titre le dernier rempart. Ceci exige de l'agilité, de la souplesse, de la subsidiarité, de la capacité d'initiative.

Or, la dérive opérée durant les années de réduction des dépenses de défense a conduit parfois à compromettre ces principes essentiels. Alors, dans ce moment de bascule, j'attends du ministère des Armées et le Ministre au premier chef et du Chef d'Etat-major des Armées des propositions qui me seront faites pour la fin d'année, et je l'en remercie.

Ceci afin que le fonctionnement du ministère et des Armées continue de se réformer, que des leviers soient redonnés aux chefs militaires pour réaliser les missions que je peux être amené à vous confier, mais aussi aux ingénieurs, aux techniciens, aux agents du ministère pour qu'ils innovent et soutiennent le développement rapide de nos capacités militaires.

Nous y arriverons ensuite si nous prenons la mesure du tournant capacitaire à engager. Voilà pourquoi, depuis 2017, j'ai décidé de faire de la défense une priorité. Il fallait redonner à la France une défense solide, complète, souveraine. Les lois de programmation auront été réalisées scrupuleusement, ce qui est inédit. L'effort que cela représente est indispensable face à tous les défis.

Et en presque dix ans, nous avons réparé, modernisé, innové avec la mise en œuvre des lois de programmation militaire. Et je remercie le ministre des Armées, cher Sébastien Lecornu, pour l'énergie qu'il consacre à ce sujet essentiel pour la France. J'associe à ces remerciements madame Florence Parly, qui a porté cela à mes côtés durant le quinquennat précédent.

Nous y arriverons enfin si nous savons trouver les nouvelles manières d'opérer. Nous avons déjà révisé nos outils et nous nous sommes dotés de nouveaux instruments. Le nouveau centre pour les opérations spatiales que j'inaugurerai cet automne à Toulouse en est un exemple.

Nous avons aussi révisé notre doctrine stratégique, je pense en particulier à l'approche nouvelle développée avec les pays d'Afrique. Il nous fallait reposer les bases d'un partenariat répondant à nos attentes respectives et vous l'avez mis en œuvre avec beaucoup d'efficacité.

Il reste que ces transformations profondes n'épuisent pas tous les défis qui sont posés. À l'heure des prédateurs, nul ne peut demeurer immobile.

Nous avons une avance, mais demain au même rythme, nous serions dépassés. J'avais annoncé le 5 mars dernier aux Français la nécessité de prendre des décisions historiques face aux menaces existentielles qui pèsent sur notre liberté et que je viens de rappeler.

Ces décisions sont indispensables à mes yeux pour garantir notre sécurité et notre indépendance. Alors que notre allié américain affiche une volonté de désengagement ou crée pour nous, étant allié, des incertitudes nouvelles, voulons-nous une fois pour toutes prendre notre sécurité et celle du continent en main et bâtir un vrai pilier européen de l'OTAN ?

Sommes-nous capables d'offrir un débouché à cette formidable envie d'engagement et de réalisation qui anime notre jeunesse ? Sommes-nous capables, surtout, de résister en cas de conflits de haute intensité sur le sol européen dans les trois à quatre années qui viennent ?

À toutes ces questions, nous répondrons oui. Parce que nous, Français, entendons demeurer libres dans le siècle qui vient. Pour avoir ce pouvoir de dire oui, la Nation doit être fidèle à l'enseignement de Clémenceau et appliquer sa maxime : « il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ».

Aussi, l'heure est-elle venue de tirer toutes les conclusions de ce que nous savons ? Et c'est ma responsabilité de président de la République, chef des armées. Cela passe d'abord par l'exécution certaine des décisions déjà prises. Il faut que les crédits prévus soient disponibles à l'euro près. La constance est essentielle, car notre stratégie est la bonne depuis 9 ans, celle de l'indépendance de la France et de la souveraineté de l'Europe.

Nous avons commencé les efforts plus tôt. Nous avons plus tôt vu ces menaces nouvelles. Il nous faut donc, avec constance, continuer de faire ce qui a été décidé. Comme l'a annoncé ce matin le ministre, grâce aux décisions du Premier ministre que je remercie, le dégel des crédits sera effectué. Je le sais, nos PME et nos industriels ont subi les retards provoqués par la censure votée par les parlementaires au mois de décembre dernier.

Alors, je le dis ici à chacun, de prendre ses responsabilités pour l'année prochaine. Aux parlementaires, pour que le budget soit voté en heure, car les censures de fin d'année ont une conséquence simple, elles décalent le budget des armées, entre autres.

Au Gouvernement ensuite de procéder en temps et en heure aux crédits décidés. Aux grands groupes de la filière de donner de la visibilité nécessaire à leurs sous-traitants, et je compte sur eux, et aux investisseurs et à la place financière de continuer de soutenir ces entreprises.

Il faut, à ce titre, poursuivre l'effort que nous avons entrepris ces trois dernières années pour pouvoir continuer d'innover plus rapidement, de produire plus rapidement, de produire de la masse nouvelle, de nous adapter à la demande, et de remettre les financements privés vers la base industrielle et technologique de défense. Ces changements, opérés depuis 2022, doivent être confortés, intensifiés encore.

Deuxièmement, on doit s'interroger sur la suffisance de l'effort consenti par les deux LPM. Il faut combler nos zones de fragilité. C'est tout le travail qui a été fait ces dernières semaines par le ministre des Armées, le CEMA et la DGA.

Comblent nos zones de fragilité et, au premier titre, nos stocks de munitions, dont les munitions téléopérées, renforcer nos armes de saturation et nos armes de précision, nous doter de drones pour nos groupes de combat, nos frégates et nos bases aériennes encore davantage, et des équipements nécessaires au quotidien pour que les opérations soient menées, renforcer notre défense aérienne et nos moyens de guerre électronique, augmenter nos capacités spatiales, pousser au maximum les curseurs de l'entraînement des soldats, des marins, des aviateurs, développer encore davantage la réserve, décidée par son accroissement en 2022, mais que nous devons encore intensifier.

Nous avons des armées solides, mais sur tout ce que je viens de nommer, il nous faut durcir le modèle, gagner aussi en masse. Tels sont les axes d'efforts qui ont été identifiés et qui seront les axes de priorité dans les efforts supplémentaires à la loi de programmation militaire en cours.

La guerre en Ukraine démontre que pour tenir, il faut de la bravoure, mais aussi des stocks et une industrie de défense adaptée. Il faut une Nation capable de tenir, d'être mobilisée. C'est aussi pourquoi nous devons accélérer les efforts sur notre réserve.

Et je crois aussi que l'on doit donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir, selon d'autres modalités, au sein de nos armées. Je donnerai mes orientations et mes décisions en ce sens à l'automne, sur la base des travaux demandés au mois de janvier dernier aux ministres et au CEMA, revenant sur l'avenir du SNU, l'organisation, la mobilisation de notre jeunesse comme de nos réserves.

Troisièmement, cette nouvelle ère pour la Nation suppose de nouveaux budgets pour nos armées. En conscience, nous assumons de porter un effort nouveau et historique. La première loi de programmation, lancée lors du précédent quinquennat, a permis de réparer. La seconde est une loi de projection qui a anticipé les bascules du monde, mais ces bascules interviennent plus vite que prévues.

Alors que nous avons prévu de doubler le budget d'ici 2030, nous allons le doubler d'ici à 2027. À cette fin, une actualisation de la loi de programmation militaire sera présentée à l'automne, qui prévoira l'effort que nous devons porter jusqu'en 2027 sous ma responsabilité. Et j'en appelle à ce titre à la responsabilité nationale.

Le budget des armées en 2017 était de 32 milliards d'euros. S'ajoutera à la loi de programmation militaire actuelle un effort de 3,5 milliards d'euros en 2026 et de 3 milliards d'euros supplémentaires l'année suivante. Nous consacrerons donc 64 milliards d'euros pour notre défense en 2027.

C'est le double du budget dont les armées disposaient en 2017. Cet effort nouveau, historique et proportionné, il est crédible, il est indispensable, il est juste ce qu'il nous faut, mais vraiment ce qu'il nous faut. Comment le financer ?

Le Premier ministre l'annoncera dès le 15 juillet après-midi. Et je veux ici le remercier pour son travail et celui à ses côtés de tous les ministres qu'il a mobilisés. En tout état de cause, nous refusons que ce réarmement passe par l'endettement. Notre indépendance militaire est indissociable de notre indépendance financière. Il sera donc financé par plus d'activité et plus de production.

L'effort de toute la Nation pour la défense de tous les Français. J'avais dit le 5 mars aux Français, la patrie a besoin de vous. Je vous le dis en cette veille de fête nationale, c'est maintenant. Maintenant qu'il nous faut consentir à cet effort, parce que nous l'avons travaillé, documenté, et il est précisément calibré. Un effort ponctuel de tous pour préserver notre sécurité et notre indépendance.

Le salut de la patrie suppose que nous dépensions plus pour notre défense et que chacun prenne sa part de cet investissement et que nous veillions à la souveraineté financière de notre Nation qui passe par des réformes, des transformations et plus de production.

Si notre liberté a un prix, le voici.

Nous sommes cette génération qui n'a pas connu la guerre, déterminée à ce que nos enfants ne connaissent rien d'autre que la paix. Mais soyons lucides, nous n'avons plus les dividendes de la paix dont nos parents avaient bénéficié. C'est terminé.

Cet effort ne sera pas sans gain au demeurant pour la Nation et les dépenses militaires sont et seront aussi source de richesse pour notre produit intérieur brut, notre économie et nos territoires. Car cet effort devra aussi être celui de nos industriels.

Et je le sais, c'est leur motivation, leur credo, mais ils devront porter aux côtés de nos armées ce patriotisme. Ils devront produire encore davantage, plus vite, à moindre coût. La DGA y veillera strictement. Et ils continueront aussi de privilégier nos territoires pour des capacités nouvelles, des sites de production nouveaux, comme nous l'avons vu ensemble il y a quelques mois encore à Bergerac.

C'est grâce à cet effort que nous pourrons affirmer avec fierté, avec lucidité, avec confiance : nous y arriverons. Oui, nous y arriverons.

Parce que ce surcroît de budget nous permettra d'avancer aussi avec nos partenaires. Notre force est supérieure lorsqu'elle est collective, et c'est le sens même de l'engagement pris lors du sommet de l'OTAN à La Haye le 25 juin dernier, venant poursuivre la prise de conscience du sommet de Versailles en 2022.

Nous devons faire plus pour notre défense, nous devons faire plus sur le plan militaire, industriel et technologique afin, en Européens, d'être plus souverains. C'est cet effort qui nous permettra d'assurer notre crédibilité face à nos partenaires, de disposer encore et toujours de l'armée la plus efficace d'Europe, de nouer des partenariats nouveaux comme cette semaine avec le Royaume-Uni.

Après la déclaration de Northwood que nous venons de signer, l'Allemagne et le Royaume-Uni se retrouveront dans quelques jours et nous retrouverons nos partenaires allemands à la fin du mois d'août pour un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité où nous aurons de nouvelles décisions à prendre.

Bâtissons avec nos principaux partenaires, agissons en Européens, car nous affrontons les mêmes menaces, à commencer par la menace russe. Mais nos investissements, combinés, une coopération renforcée, nous permettra de bâtir ce pilier européen de l'OTAN que la France a annoncé et voulu avant tant d'autres.

Rappelez-vous, il y a neuf ans, c'était un gros mot ; il y a quelques années, il était impossible de le défendre et de le voir soutenu par d'autres.

Maintenant, c'est devenu un credo. Ils nous ont tous rejoints, mais à nous d'en faire une réalité et d'agir ensemble. Face à cette même menace, nous devons agir ensemble, produire ensemble, acheter ensemble. C'est le sens du programme SAFE, (Security Action for Europe), adopté il y a un mois et demi par le Conseil européen et qui permettra, avec 150 milliards d'euros, de financer des achats conjoints d'équipements militaires. Il faut impérativement les mettre en œuvre.

Et nous avons pour cela des atouts. Nos industriels ont des atouts. Nous avons des capacités qui sont au point d'excellence internationale et doivent devenir des solutions européennes. Le système de défense aérienne, SAMP/T, nouvelle génération, nos missiles dans toutes les gammes, nos avions Rafale, les premières constellations de satellites en orbite basse, nos champions de l'intelligence artificielle, nos systèmes radars et anti-drones, et j'en passe.

Ces solutions, cette innovation de pointe, nous en disposons. Nous la produisons souvent déjà en partenariat avec plusieurs autres grands industriels européens ou par nos groupes qui ont déjà une empreinte et un actionnariat européen.

Alors achetons européen en masse. Malgré l'incertitude américaine et face à la volonté chinoise, face à la menace russe, la puissance européenne est notre meilleur bouclier.

Une Europe capable d'innover et de produire sur son sol, c'est une Europe qui sera plus souveraine et maîtrisera son destin, assumera sa puissance.

Et sortons des vieux débats ridicules, ceci n'enlève rien à l'indépendance et la souveraineté française. Cela la renforce, cela l'accroît, car nous n'avons rien cédé, en neuf ans, de notre souveraineté et de notre indépendance, au contraire. Mais en ayant des alliés dont les armées travaillent avec nous, opèrent avec nous, en ayant des industriels partout en Europe, qui produisent avec nous, en poussant nos partenaires européens à acheter avec nous nos matériels, nous renforçons de fait notre souveraineté et notre indépendance.

Partout en Europe, la force de la France est attendue. Et dans notre monde dangereux et incertain, il est un pilier de notre sécurité qui ne vacillera pas, c'est notre dissuasion nucléaire. Totalemment et invariablement souveraine, elle garantit notre liberté. Elle a également un rôle dans la sécurité de l'Europe.

Je l'ai réaffirmé avec le Premier ministre britannique cette semaine, il n'existe pas de menace extrême contre l'Europe qui ne susciterait pas de réponse de nos deux Nations.

Afin de mesurer pleinement le rôle de notre dissuasion dans la sécurité collective, j'ai mandaté le ministre des Armées et le CEMA pour engager un dialogue stratégique avec nos partenaires européens qui y sont prêts. Je reviendrai sur la base de ce travail, plus précisément, à la fin de cette année, afin de décrire les évolutions que cela emporte.

Notre pays, le seul de l'Union européenne doté de la dissuasion nucléaire, fort de ce partenariat renouvelé avec le Royaume-Uni, a aussi une responsabilité majeure pour que le réarmement conventionnel de notre Europe soit efficace, crédible et cohérent. Tout cela est un tout. Partout en Europe, les nations se réarment et la France ne peut laisser ses alliés européens en première ligne face aux menaces de très court terme.

Partout en Europe, la force de la France est attendue et partout dans le monde, la liberté est menacée. Alors défendons-la. Défendons-la en Ukraine parce que notre sécurité et notre liberté sont liées au destin de ce pays. C'est la raison pour laquelle, avec le partenaire britannique, la France a regroupé une coalition de pays volontaires, en vue de contribuer à garantir durablement la paix qu'il faut sur notre continent.

Cette Coalition des volontaires initiée à Paris en février dernier regroupe maintenant 30 nations. Son état-major opérationnel est constitué et basé à Paris, c'est une première.

Mais c'est le sens même de ce que nous voulons faire, le sens même d'une partie des efforts capacitaires et opérationnels que nous sommes en train de conduire qui a vocation à faire de la France la Nation cadre d'opérations à venir.

Défendons notre liberté en Europe où tant de nations, je pense en particulier à nos amis finlandais engagés à nos côtés dans la FINUL au Liban, voient avec appréhension les nuages s'accumuler à l'horizon. Défendons notre liberté pour notre jeunesse, cette jeunesse dont vous êtes les visages, qui veut servir, croire, espérer, et a soif plus que toute autre d'une immense liberté.

Défendons notre liberté dans tous les domaines, comme je viens de l'évoquer, sans oublier celui de la sécurité cognitive, nouvelle frontière qui est devant nous et que nous aurons à intégrer, tant nos populations comme nos armées seront confrontées à des informations manipulées, des propagandes à démasquer, et sur lesquelles nous avons à nous préparer.

Défendons notre liberté comme sont prêts à la défendre, génération après génération, ces femmes et ces hommes qui répondent à l'appel du drapeau, comme le fit jadis un Saint-Syrien de la promotion Les Cadets de la France libre, le Général d'Armée Thierry Burkhard, que je salue et remercie aujourd'hui.

Mon général, vous avez ma confiance et ma reconnaissance pour votre action à mes côtés à la tête des armées françaises. À travers vous, je salue le patriotisme et le sens des responsabilités de tous ceux qui font le choix des armées pour défendre la liberté.

Défendons cette liberté aux côtés des grandes Nations qui sont là, nos partenaires européens, nos alliés, mais aussi ces Nations venues de plus loin comme l'Indonésie, invitées du 14 juillet, qui entendent refuser en Indopacifique la logique des blocs et la loi des impérialismes comme nous.

Défendons notre liberté. Et en cette veille de 14 juillet, soyons fidèles au peuple de la Révolution qui clamait sa grandeur et la liberté universelle des peuples. Défendons nos armées qui défendent notre liberté.

Soyons à leurs côtés, à l'arrière, prêts à tous les engagements, tous les combats, comme chaque jour ces femmes et ces hommes sont prêts à l'ultime sacrifice pour la Nation. Alors demain, je serai à vos côtés, une fois encore, avec reconnaissance, avec confiance et avec fierté, comme depuis le 1er jour, car je sais combien c'est cet engagement, cette acceptation du sacrifice et jusqu'au sacrifice ultime qui fait la force de nos Armées, la force de notre Nation.

Demain, je serai à vos côtés, une fois encore, avec cette même fierté. Vive la République et vive la France !

Personne ne peut dire qu'Emmanuel Macron cache les choses. Il dit ouvertement qu'il y aura des opérations dans l'avenir, que la France cherche des alliés et à développer son économie dans une direction militaire.

On est ici dans une expression impérialiste tout à fait assumée.

## La sixième étape : La publication 2025 de la Revue nationale stratégique

Dans son discours aux armées, Emmanuel Macron mentionne une revue dont un nouveau numéro est publié le 14 juillet 2025. C'est la *Revue nationale stratégique*, un titre qui date de 2017 et celui de « Livre blanc » (*Livre blanc sur la Défense nationale, Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*).

La publication de cette revue (et des livres blancs auparavant) est très épisodique, puisqu'elle intervient lorsqu'il est considéré qu'un sorte de guide stratégique est nécessaire. La *Revue nationale stratégique* a ainsi connu quatre versions, consistant en autant de mises à jour : 2017, 2021, 2022 et 2025.

Dès son premier quinquennat, Emmanuel Macron s'était montré favorable à une remontée du budget des armées, comme ce le fut le cas lors de la loi de programmation militaire sur la période 2019-2025.

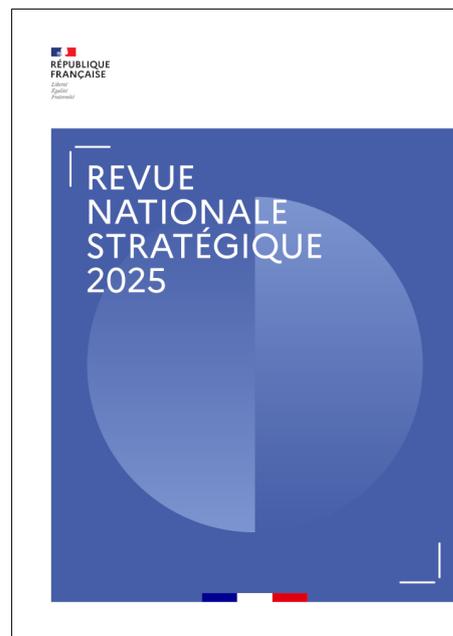
Si la version publiée en 2022 affirmait déjà tendanciellement une orientation belliciste, la version de 2025 dresse les perspectives concrètes pour que le capitalisme français sache y faire face de la manière la plus adéquate possible.

La version publiée précisément en novembre 2022, soit quelques mois après le déclenchement le 24 février 2022 de l'invasion russe en Ukraine, était celle d'un constat venu confirmer les analyses antérieures sur le « retour de la guerre de haute intensité ». Le cadre de la guerre était posé mais ses modalités et son déroulement n'étaient pas encore suffisamment connus, étudiés dans tous ses conséquences.

La version de 2025 ne relève par contre plus du simple constat, mais de l'affirmation assumée par la bourgeoisie française d'une orientation lui permettant de mener une guerre d'envergure mondiale. C'est tout le narratif qui est d'ores et déjà posé, en parallèle d'une mise en place concrète à travers la restructuration du complexe militaro-industriel français des conditions de « praticabilité » de la guerre.

La version de 2022 de la *Revue nationale stratégique* s'inscrivait dans les débuts de la guerre en Ukraine, avec notamment ceux énoncés par Emmanuel Macron lors du sommet de l'armement Eurosatory en juin 2022 sur le passage vers une « économie de guerre ».

Depuis les choses ont avancé avec une remontée en puissance des industries de l'armement en France (sans par ailleurs qu'il n'y ait eu de débat démocratique à ce propos, même formellement), alors qu'en parallèle la Russie ne s'est pas effondré et qu'elle poursuit son processus de grignote du territoire de l'est ukrainien.



Il y a même eu un renforcement du bloc russo-chinois cherchant à remplacer le capitalisme occidental dans l'hégémonie mondiale, comme il est constaté :

« Le rapprochement suscité par le soutien militaire direct de la Corée du Nord et de l'Iran à la Russie affecte directement la sécurité de la France et de l'Europe, mais entraîne également des conséquences déstabilisantes au Moyen-Orient et en Asie en termes de contreparties capacitaires. Le soutien chinois à la BITD russe participe également de cette interconnexion grandissante des théâtres. »

Il y a donc urgence et la *Revue nationale stratégique* 2025 s'inscrit dans ce contexte d'une bourgeoisie française qui a décidé par en haut d'embarquer l'appareil d'État ainsi que le pays dans son ensemble dans la guerre de repartage mondial.

Le 24 février 2024 avec l'appel d'Emmanuel Macron à envoyer des troupes sur le sol ukrainien et l'allocution télévisée du 5 mars 2025 sont les dates jalons qui marquent la nouvelle séquence, ayant précisément nécessité une actualisation de la RNS.

De plus, les trois années de guerre en Ukraine ont permis des retours d'expériences (« retex » dans le jargon militaire), permettant à la France de mieux orienter ses investissements en matière d'armement, mais aussi idéologiques et politiques, et ainsi espérer obtenir les meilleures conditions pour se confronter à la Russie.

La *Revue nationale stratégique* dit ainsi du conflit armé en Ukraine que :

« Cette guerre est aussi une guerre de rupture, où les drones sont devenus l'extension de chaque combattant, où les communications spatiales relient chaque soldat, où les manœuvres cyber et la guerre électronique conditionnent la réussite des opérations.

Une guerre que chaque citoyen observe sur les réseaux sociaux sans mesurer les opérations de propagande qui s'y développent. Nos schémas devront changer profondément pour intégrer ces réalités. »

Dans l'introduction du document, il est parlé de la Russie comme « *menaçant le plus directement aujourd'hui et pour les années à venir les intérêts de la France* », ainsi que des « *actions déstabilisatrices de l'Iran* » et d'une puissance chinoise ayant « *l'optique de devenir la première puissance mondiale à l'horizon 2050* ».

Dans un élan propagandiste typique de la guerre, il est affirmé que « *plus largement, c'est bien le modèle européen de démocratie libérale et d'humanisme qui est aujourd'hui attaqué et contesté dans une offensive idéologique globale* ». C'est évidemment la Fédération de Russie qui est le plus directement ciblée. Voici quelques extraits :

« À l'horizon des années à venir, et d'ici 2030, la principale menace pour la France et les Européens est celle posée par le risque d'une guerre ouverte contre le cœur de l'Europe.

En effet, dans le contexte de la guerre d'agression contre l'Ukraine, la Russie a multiplié les actions hostiles vis-à-vis de la France. »

« La priorité absolue accordée par Moscou au renforcement de ses forces armées confirment l'approche confrontationnelle prise par la Russie à l'égard de la France et de ses partenaires européens. »

« La révision de la doctrine nucléaire russe, ainsi que les menaces nucléaires émises par Moscou, ont également attesté de la poursuite du dévoiement de l'arme nucléaire à des fins de coercition, plutôt que de dissuasion. »

« Les objectifs poursuivis par la Russie demeurent maximalistes et idéologiques, et ses modes opératoires débridés. »

« Elle a renforcé ses partenariats avec la Chine, l'Iran, la Corée du Nord pour asseoir sa posture impérialiste et révisionniste. »

« Moscou poursuit son réarmement avec l'objectif d'accroître son armée de 300 000 soldats, 3 000 chars et 300 avions de combat supplémentaires à l'horizon 2030. »

Que doit faire la France dans un tel contexte ? Selon la *Revue nationale stratégique*, se donner les moyens de la confrontation militaire tous azimuts. On a un narratif belliciste dans le but de justifier auprès de la bourgeoisie dans son ensemble, mais aussi des masses populaires en France, l'horizon d'une participation française dans une guerre contre la Russie.

Ce serait la revue est un enjeu central, inéluctable :

« L'hypothèse d'une participation des armées françaises à une guerre majeure de haute intensité dans le voisinage de l'Europe et le risque d'actions concomitantes déstabilisatrices de nature hybride pour la sécurité intérieure de la France atteignent un niveau inégalé depuis la fin de la guerre froide.

La menace d'une guerre conventionnelle majeure sur le territoire national hexagonal n'est en revanche pas considérée comme crédible. »

D'ailleurs cette perspective d'un engagement majeur est exprimé régulièrement dans le document, **ce qui a le mérite d'établir l'existence avérée dans les cartons de l'état-major français de plans concrets de déploiement de troupes contre la Russie.**

Le scénario est toujours le même : celui d'un déploiement à l'extérieur de la France, nécessitant une union nationale absolue ainsi qu'une mobilisation d'ampleur des ressources vives.

Voici extrait les différents passages qui mentionnent cet engagement majeur :

« L'hypothèse d'un engagement majeur des armées françaises en dehors du territoire national s'articule étroitement avec le renforcement du dispositif de sécurité nationale, une coordination interministérielle opérationnelle et, *in fine*, la mobilisation de la Nation tout entière. »

« Cela implique aussi la capacité de contribuer aux efforts des armées dans l'hypothèse d'un engagement majeur hors du territoire national. Cet objectif concerne la Nation tout entière (pouvoirs publics, citoyens, milieu économique, collectivités, associations). »

« Les différents dispositifs de réserve et de volontariat doivent (...) assurer la continuité des activités d'importance vitale (actuel service de sécurité nationale), le fonctionnement des collectivités territoriales et de l'économie en soutien d'un engagement majeur. »

« En lien ou non avec un engagement majeur de nos armées en dehors du territoire national, une hausse des manœuvres hybrides (sabotage, guerre économique, ingérences, cyberattaques, manipulations de l'information, etc.) portant atteinte à tous les territoires de la République doit être anticipée.

L'articulation entre la montée en puissance des forces françaises dans une crise et le besoin de renforcement de la protection des territoires doit être repensée dans ce scénario et la coordination civilo-militaire rénovée. »

« La défense opérationnelle du territoire sera rénovée pour mieux agir collectivement en cas de crise sur le territoire hexagonal ou en outre-mer.

Les travaux engagés depuis 2022 doivent être accélérés, pour renforcer le dialogue civilo-militaire, la coordination et la répartition des missions de défense et de sécurité, améliorer l'interopérabilité des forces et des moyens, être en mesure de faire face aux éventuelles conséquences sur le territoire (atteintes aux entités critiques) d'un engagement majeur à l'extérieur du territoire. »

« L'effort de réarmement vise à protéger le cœur de souveraineté, renforcer la solidarité stratégique entre alliés et partenaires, démontrer crédibilité et détermination dès le stade de la compétition et gérer l'escalade. Cela repose sur un format d'armées cohérent et des forces prêtes à un engagement sans délai, seules ou en coalition. »

« La France doit disposer d'armées prêtes à la guerre de haute intensité. La montée en puissance des armées, de leur écosystème et de la Nation pour faire face à un engagement majeur doit être préparée. »

« Le renforcement du service de santé des armées et la modernisation de ses capacités de soutien et de ravitaillement seront effectifs dès 2026. La collaboration avec le ministère de la santé sera poursuivie autour de la planification de l'accueil de blessés en nombre sur le territoire national en cas d'engagement majeur. »

La question de l'engagement majeur est désormais incontournable, et on se doute ici qu'aucun retour en arrière n'est possible. Le capitalisme, lorsqu'il est en crise et qu'il se tourne vers la guerre pour s'en sortir, ne peut pas être arrêté. Il peut être au mieux temporairement freiné, et surtout il peut et doit être renversé.

Lorsqu'on a compris cela, on comprend pourquoi la *Revue nationale stratégique* insiste sur la mise en perspective que la bourgeoisie doit adopter dans le cadre de la guerre pour le repartage du monde :

« L'évolution de l'environnement stratégique oblige la France à s'adapter, de manière simultanée, à l'urgence immédiate en accélérant son réarmement global, à se préparer à l'hypothèse d'un engagement majeur de haute intensité dans le voisinage de l'Europe à horizon 2027-2030, parallèle à une hausse massive des attaques hybrides sur son territoire, et à engager la préparation de l'avenir pour rester pleinement maître de son destin national et européen à l'horizon 2040-2050. »

Dorénavant, il s'agit pour le capitalisme français d'assumer pleinement la guerre comme *fil conducteur* des politiques à mettre en œuvre dans le cadre d'une Union européenne devant servir d'ossature et ainsi permettre à ses principales puissances membres de tirer leur épingle du jeu.

Cela justifie l'augmentation en matière de budget et de ressources devant être englouties par le complexe militaro-industriel français, comme le dit Emmanuel Macron , à la fin de l'introduction du document :

« Des décisions pour nous donner les moyens de faire face. C'est l'engagement pris tout récemment, avec nos Alliés, de consacrer plus de ressources à notre défense et notre sécurité pour prendre collectivement nos responsabilités. »

Dans cette optique, le chef de l'État français a très bien appris la leçon enseignée par la superpuissance américaine qui se concentre sur sa rivale chinoise, alors que le satellite européen, d'ordre secondaire, se doit de briser la Russie ciblée comme une des porte-voix de la puissance chinoise challengeuse. Il y aurait une « logique de l'Histoire » pour un « *réveil stratégique de l'Europe* ».

Le partage des rôles est clair et totalement assumé :

« Sa [= à la Chine] coopération militaire bilatérale avec la Russie a continué de se développer. La Chine considère en effet la Russie comme un partenaire majeur stratégique de long terme, notamment pour faire front commun dans l'évolution des rapports de force. Elle facilite directement l'effort de guerre russe en Ukraine. »

À la logique de la guerre s'ajoute l'aiguïsement de la concurrence économique, notamment dans les secteurs émergents et formant le terrain à toute une restructuration du capitalisme mondial. À la perspective de la guerre correspond l'enjeu de la restructuration par et dans les nouvelles technologies :

« L'accélération des évolutions technologiques représente un enjeu vital pour la France et l'Europe. Il s'agit en particulier de préserver la place de la France en tant que puissance industrielle et de défense, participant au renforcement de l'Europe de la défense, notamment face aux États-Unis et à la Chine qui investissent massivement dans ces domaines. Un retard dans l'acquisition de nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle, pourrait entraîner un déclassement stratégique majeur pour la France et ses alliés européens.

Ceci s'applique particulièrement à l'appui aux opérations. La maîtrise de la robotique et d'un degré d'autonomisation élevé sont essentiels, tout au long du cycle de la donnée. »

Dans le but de maintenir le capitalisme français à flot, ce sont onze objectifs stratégiques (OS) qui ont été dessinés, servant de ligne de conduite générale :

- OS n°1 : une dissuasion nucléaire robuste et crédible ;
- OS n°2 : une France unie et résiliente : contribuer au réarmement moral de la Nation pour faire face aux crises ;
- OS n°3 : une économie qui se prépare à la guerre ;
- OS n°4 : une résilience cyber de premier rang ;
- OS n°5 : la France, allié fiable dans l'espace euro-atlantique ;
- OS n°6 : la France, un des moteurs de l'autonomie stratégique européenne ;
- OS n°7 : la France, partenaire de souveraineté fiable et pourvoyeuse de sécurité crédible ;
- OS n°8 : une autonomie d'appréciation et une souveraineté décisionnelle garanties ;
- OS n°9 : une capacité à agir dans les champs hybrides ;
- OS n°10 : la capacité d'emporter la décision dans les opérations militaires ;
- OS n°11 : une excellence scientifique et technologique au service de la souveraineté française et européenne.

La partie n°1 sur la « dissuasion nucléaire » rappelle la remontée en puissances de la force nucléaire française, avec la mise en service de nouveaux missiles balistiques terrifiants, ainsi que de nouveaux sous-marins pouvant lancer ces engins de terreur.

Évidemment dans une posture hautaine et hypocrite, la France serait toujours contrainte par les autres, ce qui ne l'empêche pas d'énoncer ce type de menaces envers les autres puissances, et donc concrètement dans le contexte actuel contre la Russie :

« Si un adversaire étatique prenait le risque de s'en prendre à la France, en ayant mal apprécié la nature de ses intérêts vitaux, une frappe nucléaire dite d'avertissement pourrait être effectuée contre lui. Celle-ci viserait à démontrer clairement à cet agresseur que la nature du conflit a radicalement changé et à rétablir la dialectique de dissuasion en l'amenant à renoncer aux actes d'agression en cours contre notre pays. »

Dans la partie qui détaille l'objectif stratégique n°2, la mobilisation de type militariste est assumée franchement :

« Il devient nécessaire que la Nation tout entière se tourne à nouveau vers sa défense et sa sécurité. Il s'agit notamment de renforcer la cohésion nationale et de créer un réservoir de personnes mobilisables en cas de crise.

À ce titre, un service militaire volontaire rénové pourrait être créé pour proposer aux Français majeurs de recevoir une formation militaire socle pouvant déboucher sur un engagement. »

Cette mobilisation nationale doit trouver écho dans l'éducation, avec un alignement plus clair des dispositifs sur les besoins de main d'œuvre vers le complexe militaro-industriel (base industrielle et technologique de défense – BITD, dans le jargon militaire) :

« Dans le domaine des compétences, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministère des armées, en lien avec les acteurs des territoires, ont mis en place des dispositifs pour constituer des viviers de personnes qualifiées et répondre aux besoins en savoir-faire critiques aussi bien pour l'industrie de défense que pour la recherche (financement de thèses et de projets de recherche, de partenariats et d'organismes de recherche). »

Dans cette perspective, il est appelé à une montée en puissance ainsi qu'un renforcement de la coordination entre le « comité interministériel de la résilience nationale (CIRN) » et la « commission interministérielle relative à la défense nationale (CIDN) » dans un but très clair de répression de toute velléité contestataire qui serait ciblé comme « ennemi de l'intérieur ».

« Il est également indispensable d'améliorer le suivi et la compréhension des groupes extrémistes violents qui se caractérisent par un rejet des modes d'expression républicains et démocratiques.

La lutte contre ces entités, potentiellement influencées par des acteurs étrangers, implique un travail global pour garantir une réponse graduée allant jusqu'à l'entrave judiciaire, administrative et financière. »



C'est un aspect très important, on s'en doute. Immanquablement, la revue *Crise* pourra être facilement définie comme relevant « des groupes extrémistes violents qui se caractérisent par un rejet des modes d'expression républicains et démocratiques ».

Et donc, avant l'interdiction, les amendes, les emprisonnements, etc. (« l'entrave judiciaire, administrative et financière »), il y a autre chose, qui n'est pas précisé, qui n'existe même pas dans le cadre légal français.

Comment donc comprendre le principe de la « réponse graduée » ? On s'en doute, il est parlé de toute une zone grise, para-légale, allant de la guerre psychologique aux mauvais coups, aux opérations de manipulations et au sabotage, aux agressions et aux intimidations, etc.

On remarquera d'ailleurs qu'il est important pour la démocratie bourgeoise d'éviter une répression ouverte. L'État français a toujours préféré « laisser faire » pour produire un épuisement, en faisant en sorte qu'un isolement social se mette parallèlement en place.

C'est une tactique de l'étouffement qui s'efforce d'éviter d'être frontal.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'à un moment il n'y a pas un coup de massue si le « contrôle » est débordé. Là, on l'aura compris, l'argument de « l'influence » des « acteurs étrangers » servira de détonateur juridique pour tout écraser.

Avec cet arrière-plan, on comprend pourquoi la *Revue nationale stratégique* souligne fort logiquement le rôle des services secrets, comme on le lit dans le détail de l'OS n°8 :

« Sur le territoire national, les services de renseignement doivent prendre toute leur part à la réponse aux menaces qui érodent la résilience et la cohésion de la Nation. »

Ainsi, la France prépare ouvertement la guerre contre la Russie et cela dans tous les domaines, militaires, politiques, idéologiques, éducatifs, culturels, etc.

Il y a un narratif qui est établi, une réorganisation des services qui est en cours, une mise en place directe de l'économie de guerre, un catalogue des besoins en armement qui est réalisé, une perspective de mobilisation nationale qui s'installe, un tas d'éléments dorénavant écrits noir sur blanc dans la *Revue nationale stratégique* formant l'ossature directionnelle pour l'appareil d'État français.

## **La septième étape : L'ultimatum à la Russie de Donald Trump et les armes américaines pour l'Ukraine payées par l'Otan**

Le 14 juillet 2025, le président américain a reçu à Washington le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte. Cet fut l'occasion de décisions fracassantes qu'il annonçait depuis quelques jours déjà.

Donald Trump a donné cinquante jours à la Russie pour parvenir à un accord de paix avec l'Ukraine, sans quoi les droits de douane augmenteront de 100 %. Il a également affirmé que les hausses des droits de douane finiront par toucher ceux qui commercent avec la Russie.

Enfin, et surtout, il a expliqué que l'Otan allait payer pour l'Ukraine de l'armement américain, et ce à hauteur de plusieurs milliards de dollars !

« C'est une très grosse affaire que nous avons conclue. Des équipements militaires d'une valeur de plusieurs milliards de dollars vont être achetés aux États-Unis, aller à l'Otan, etc. et seront rapidement distribués sur le champ de bataille. »

Cette décision est très importante, car elle renforce la position mise en avant par Emmanuel Macron. Ce dernier affirme, de manière mensongère et démagogique, qu'il faut renforcer l'Europe.

En réalité, il veut insérer la France dans la division du travail décidée par la superpuissance impérialiste américaine. C'est aux grandes puissances européennes de s'occuper du « front russe », afin que les efforts américains puissent librement se porter sur la Chine.

On notera par ailleurs que, toujours le même jour, l'émissaire américain pour l'Ukraine, Keith Kellogg, a été accueilli à Kiev. Et, le hasard faisant bien les choses, c'est le même jour que le président ukrainien Volodymyr Zelensky a demandé à la première vice-première ministre Ioulia Svyrydenko de prendre le poste de Premier ministre.

## **La huitième étape : le défilé militaire du 14 juillet « en blocs opérationnels et en tenues de combat »**

Il y a normalement une certaine dimension anecdotique aux militaires qui marchent sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Pour l'année 2025 toutefois, il y a eu un grand changement, souligné par le général Loïc Mizon, gouverneur militaire de Paris, qui a affirmé que le défilé militaire avait été organisé comme une « vraie opération militaire ».



Ce n'est pas seulement qu'il y avait 7 000 soldats (dont 5 600 à pied), 65 avions (dont 5 appareils étrangers), 34 hélicoptères, 247 véhicules et 200 chevaux de la garde républicaine. C'est surtout qu'on avait des soldats en tenue de combat (treillis et casques lourds).

Il s'agissait des soldats de la 7e brigade blindée. On avait donc, en plus des soldats, des chars Leclerc, de canons automoteurs Caesar ou de blindés de combat VBCI, des drones, des systèmes antiaériens SAMP/T.

Le gouverneur militaire de Paris a précisé à ce sujet :

« Il s'agit de montrer un outil de combat qui est quasi prêt à partir, tel qu'il est présenté à nos concitoyens sur les Champs-Élysées. »

On notera également ici que les paroles de la Marseillaise chantée dans le cadre du défilé ont été modifiées, conformément à la démarche militariste.

Au lieu de « marchons », les deux militaires chanteurs ont dit « marchez ». Naturellement, il a été prétexté qu'il existe plusieurs versions et qu'à l'origine, il était dit « marchez ». Cependant, cette modification est conforme à l'esprit de l'armée française, qui est devenue professionnelle et est envoyée à l'extérieur, on l'envoie « marcher ». C'en est fini de l'esprit de mobilisation nationale et du « marchons » pour sauver la patrie envahie.

C'est anecdotique en un certain sens, mais il faut se méfier car la narration militariste, à défaut de subtilité, agit de manière très diverse, très éparse, à différents niveaux. C'est un poison lent et se diffusant dans tout l'organisme social.

## La neuvième étape : la présentation du budget français avec son volet militaire

Le Premier ministre français François Bayrou a rendu public le budget de l'État le 15 juillet 2025. En raison de l'instabilité politique française, il ne dispose d'aucune majorité ; depuis plus d'un an, le régime ne conserve sa stabilité que par la volonté de l'ensemble des partis politiques de maintenir une sorte de non-situation.

Le souci, toutefois, est qu'il ne s'agit plus seulement de gérer les affaires courantes. L'augmentation du budget alloué aux armées implique d'abaisser les investissements étatiques dans d'autres domaines, alors que le pays est, qui plus est, lourdement endetté.

C'est le paradoxe propre à tous les pays impérialistes. D'un côté, la crise leur impose des ambitions démesurées. De l'autre, la crise leur permet de moins en moins d'avoir les moyens de leurs ambitions.

C'est pourquoi la marche à la guerre s'accompagne toujours de la restructuration, et la restructuration de la marche à la guerre.

Dans le cas concret, François Bayrou a annoncé son intention de procéder à 43,8 milliards d'euros d'économies par rapport au budget habituel. Des mesures d'austérité sont censées le permettre.

Il a ainsi été décidé le gel des prestations sociales et des pensions de retraite, ainsi que des budgets des services publics et des salaires des fonctionnaires. Une « contribution de solidarité » pour « les plus hauts revenus » est mise en place, ainsi que la modification de l'exemption fiscale pour frais professionnels des retraités, avec en perspective la diminution des indemnités chômage, le durcissement des arrêts maladie, la fusion des aides sociales et l'assouplissement du droit du travail.

François Bayrou a également proposé la suppression de deux jours fériés : le lundi de Pâques et le 8 mai.

Il n'y a ici qu'une seule possibilité pour que la démarche réussisse : qu'il y ait une unité nationale très forte, et donc une marche à la guerre significative. Seul le nationalisme peut freiner, bloquer les luttes de classe. Or, cela ne correspond pas à la logique d'Emmanuel Macron ni des dirigeants de l'Union européenne, qui ne veulent pas qu'on touche à la société de consommation.

Comment alors réussir à instaurer l'austérité ? On comprend le défi qui se pose aux « libéraux », en se doutant que leurs échecs seront systématiquement utilisés par les nationalistes. Tout cela rappelle indéniablement les années 1930, dans une version modernisée où le capitalisme inclusif et LGBT veut la guerre impérialiste sans la vouloir, tandis que le capitalisme nationaliste veut le repli conservateur officiellement pour la paix, en réalité pour agir en cavalier seul à travers la guerre.



Aucun pays européen ne peut échapper à un tel scénario, sauf de nombreux pays de l'Est européen où la société de consommation n'est pas encore assez développée. La Belgique, avec son endettement public à hauteur de 104,7% du PIB en 2024, ne peut que connaître la même problématique, tout comme l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, etc.

## Le camp du prolétariat : ni les libéraux, ni les nationalistes

Aujourd'hui, la quasi-totalité de la gauche européenne s'est alignée sur le Parti démocrate américain et prône le libéralisme culturel et un capitalisme avec une dimension sociale, au moyen d'une intervention étatique relative. Sur le plan des valeurs, en termes de vision du monde, il n'y a pratiquement aucune différence entre la gauche en Europe et les libéraux comme Emmanuel Macron. Les Verts et les socialistes défendent la même idée d'une « société ouverte ».

Il reste bien dans certains pays européens des « communistes » (en fait révisionnistes), des opposants très à gauche comme le *Parti du Travail* en Belgique et *La France Insoumise* en France, ou encore *Die Linke* en Allemagne. Mais de tels mouvements servent de soupape de sûreté au capitalisme, ils n'ont aucune ambition révolutionnaire et jamais d'ailleurs ils ne se confrontent à la marche à la guerre impérialiste de repartage du monde.

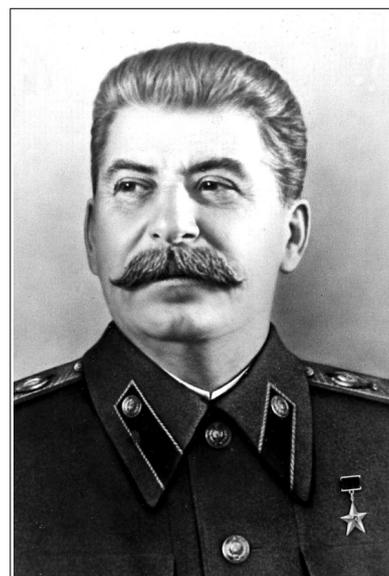
Ils sont là pour accompagner la société de consommation, tout comme les divers mouvement contestataires, surtout universitaires, qui veulent davantage de « droits individuels », propagent des revendications « sociétales », et qui ne sont que les agents dissolvants anti-sociaux du capitalisme qui fait tomber toutes les barrières pour trouver des marchés.

Ce que cela signifie est simple : soit le prolétariat se recompose comme classe, et le plus rapidement est le mieux, soit les libéraux et nationalistes seront les seuls protagonistes de la crise et ce sera un désastre. On peut déjà voir qu'aux États-Unis, il n'y a qu'eux et que le pays se laisse entraîner sans résistance dans un accroissement de son agressivité impérialiste.

Il ne suffira naturellement pas que le prolétariat resurgisse comme force historique. Il faudra également que le socialisme scientifique vienne à sa rencontre, et inversement, dans une synthèse dialectique de proportion historique. L'idéologie de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Zedong doit être acquise et maîtrisée par le prolétariat ; le marxisme-léninisme-maoïsme, le matérialisme dialectique, la guerre populaire jusqu'au Communisme doivent être portés bien haut, avec un grand sens du sacrifice.

Le prolétariat doit faire sa propre révolution, de type culturelle, avant de pouvoir faire la révolution, qui n'est plus la sienne propre en tant que telle, mais défend les intérêts de l'humanité toute entière, de la planète toute entière d'ailleurs, car le capitalisme mène à la destruction généralisée.

Le 21<sup>e</sup> siècle sera celui de la révolution mondiale ! ■



Bien avant le début de la guerre, Lénine, les bolchéviks avaient prévu qu'elle [la guerre] allait éclater inévitablement. Dans les congrès socialistes internationaux, Lénine avait formulé ses propositions visant à définir la ligne de conduite révolutionnaire des socialistes en cas de guerre.

Lénine indiquait que les guerres étaient l'accompagnement inévitable du capitalisme. Le pillage des territoires d'autrui, la conquête et la spoliation des colonies, la mainmise sur de nouveaux débouchés avaient plus d'une fois servi de motifs aux États capitalistes pour entreprendre des guerres de conquête. La guerre pour les pays capitalistes est un fait aussi naturel et aussi légitime que l'exploitation de la classe ouvrière.

Les guerres sont inévitables surtout depuis que le capitalisme, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, s'est définitivement transformé en impérialisme, stade suprême et dernier stade de son développement. Sous l'impérialisme, les puissantes associations (les monopoles) capitalistes et les banques prennent un rôle décisif dans la vie des États capitalistes. Le capitalisme financier y règne en maître. Il exige de nouveaux marchés, la conquête de nouvelles colonies, de nouveaux débouchés pour l'exportation des capitaux, de nouvelles sources de matières premières.

Mais dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tout le territoire du globe se trouvait partagé entre les États capitalistes. Cependant, le capitalisme, à l'époque de l'impérialisme, se développe d'une façon extrêmement inégale et par bonds : tels pays qui autrefois occupaient la première place, développent leur industrie avec assez de lenteur ; d'autres, qui étaient autrefois arriérés, les rattrapent et les dépassent par bonds rapides.

Le rapport de forces économique et militaire des États impérialistes se modifie. Une tendance se manifeste en faveur d'un nouveau partage du monde. C'est la lutte pour ce nouveau partage du monde qui rend inévitable la guerre impérialiste. La guerre de 1914 fut une guerre pour repartager le monde et les zones d'influence. Elle avait été préparée longtemps à l'avance par tous les États impérialistes. Ses responsables, ce furent les impérialistes de tous les pays (...).

Lorsqu'elle éclata, chaque gouvernement impérialiste s'attacha à démontrer que ce n'était pas lui qui avait attaqué ses voisins, mais que c'était lui la victime de l'agression. La bourgeoisie trompait le peuple en dissimulant les véritables motifs de la guerre, son caractère impérialiste, expansionniste. Chaque gouvernement impérialiste déclarait faire la guerre pour la défense de la patrie.

Les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale aidèrent la bourgeoisie à tromper le peuple. Les social-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale trahirent lâchement la cause du socialisme, la cause de la solidarité internationale du prolétariat. Loin de s'élever contre la guerre, ils aidèrent au contraire la bourgeoisie à dresser les uns contre les autres les ouvriers et les paysans des États belligérants, en invoquant la défense de la patrie (...).

Le Parti bolchévik, dès l'ouverture des hostilités, s'en tint à ce point de vue que la guerre avait été déclenchée, non pour défendre la patrie, mais pour s'emparer des territoires d'autrui, pour piller les autres peuples dans l'intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes, en sorte que les ouvriers devaient résolument faire la guerre à cette guerre.